

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

LA MOBILITÉ INTERNATIONALE ÉTUDIANTE
POSTSECONDAIRE ET LA COVID-19 :
QUELLES SONT LES INCIDENCES DE LA
PANDÉMIE SUR LES ÉTUDIANTS
INTERNATIONAUX ET LEUR
ENVIRONNEMENT

Par :

COTE Marion – 20151431

École de Relations Industrielles

Faculté des Arts et des Sciences

Travail dirigé présenté à Madame CHICHA en vue de l'obtention du grade
de Maîtrise en Relations Industrielles

Juillet 2021

© Marion Côte, 2021

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	i
REMERCIEMENTS	ii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 - État des lieux de la mobilité internationale étudiante postsecondaire dans le monde, au Canada et au Québec	4
1.1 Définition	4
1.2 Brève histoire	5
1.3 La mobilité internationale étudiante en quelques chiffres	6
1.3.1 Dans le monde	6
1.3.2 Au Canada et au Québec	7
CHAPITRE 2 - Contexte, intérêt et méthodologie de la recherche	9
2.1 Contexte et intérêt de la recherche	9
2.2 Méthodologie de recherche	11
2.2.1 Choix de la méthode	11
2.2.2 Recherche et analyse des écrits	12
CHAPITRE 3 - Recension des écrits	14
3.1 La mobilité internationale étudiante : vision avant la COVID-19	14
3.1.1 Motivations pour un départ en mobilité internationale par les études	14
3.1.2 Les facteurs liés au choix de la destination et de l'établissement postsecondaire	16
3.1.3 Réussite et ajustement académique du côté des étudiants	17
3.1.4 Adaptation et intégration sociales	19
3.1.5 D'étudiant à travailleur : intégration professionnelle et intérêt financier	21
3.1.6 Les technologies : un outil académique et de socialisation	23
3.1.7 Intérêt pour les gouvernements et rôles de ceux-ci	25
3.1.7.1 Intérêt	25
3.1.7.2 Rôles	26
3.1.8 Intérêt pour les établissements postsecondaires et rôles de ceux-ci	28
3.1.8.1 Intérêt	28
3.1.8.2 Rôles	28
3.2 Arrivée de la COVID-19 : Les mesures prises et les conséquences sur l'environnement étudiant	31

3.2.1 La chronologie de quelques mesures prises par les gouvernements	31
3.2.1.1 Au niveau fédéral	31
3.2.1.2 Au niveau provincial	32
3.2.2 Les changements sur le plan académique et l'utilisation des technologies pour soutenir l'enseignement	34
3.2.3 Relations et activités sociales : changements dans les comportements	35
3.2.4 L'impact sur le fonctionnement des universités et leur rôle de support	36
3.2.5 Une réduction de l'intégration professionnelle des étudiants	38
3.2.6 Les impacts financiers sur les étudiants et établissements postsecondaires	39
3.2.7 Statut d'immigrants temporaires : les étudiants internationaux dans une position vulnérable	41
CHAPITRE 4 - Discussion et enjeux autour des conséquences de la COVID-19 sur la mobilité internationale par les études	43
4.1 La réussite académique des étudiants internationaux en période de pandémie : l'adaptation aux technologies et le besoin de soutien plus important	43
4.2 Des interactions et une intégration sociales différentes mais pas totalement interrompues	45
4.3 L'employabilité et la stabilité financière menacées par la COVID-19	46
4.4 Les établissements postsecondaires : une adaptation aux technologies pour une réussite académique et un soutien renforcé aux étudiants étrangers	49
4.5 Les gouvernements : ne pas oublier les étudiants internationaux et les particularités de leur statut dans les décisions	50
Conclusion	53
Limites	55
Recommandations	56
Bibliographie	57

RÉSUMÉ

En 2020, la pandémie de la COVID-19 est venue perturber la vie de millions de personnes à travers le monde. Pendant plusieurs semaines ou mois, de nombreux pays ont mis au ralenti, voire à l'arrêt, une partie de leur économie, fermé leurs frontières, imposé confinement, couvre-feu, distanciation sociale, etc. Les conséquences sur le quotidien des populations sont alors diverses selon leur situation.

Dans ce travail dirigé, il sera mis en évidence comment tout l'écosystème des étudiants en mobilité internationale en général, puis plus particulièrement au Canada et au Québec, a été impacté.

Pour eux, la réussite académique, l'adaptation sociale, l'intégration professionnelle sont des éléments clés dans leur parcours d'étudiant mais aussi pour leur avenir sur le marché du travail. L'engagement des étudiants est donc prépondérant pour rencontrer ce succès.

Cependant, de leur côté, les établissements postsecondaires et les états, parce qu'ils en attendent à la fois un bénéfice financier, politique et économique doivent, s'ils veulent que ce flux migratoire perdure, adapter leurs enseignements et leurs politiques pour le soutenir.

Mots clés : Mobilité internationale par les études, adaptation, intégration, académique, sociale, professionnelle, COVID-19, impacts, Canada.

REMERCIEMENTS

À Madame Marie-Thérèse Chicha, pour avoir suscité mon intérêt pour les sujets d'immigration au cours de l'École d'Été 2020, et avoir accepté de m'encadrer et de me suivre dans ce travail.

À la Chaire en relations ethniques, qui m'a manifesté son soutien et sa confiance par l'attribution d'une bourse, et je tiens à l'en remercier chaleureusement.

À Madame Tania Saba, pour m'avoir fait confiance en m'attribuant le poste de chargée de recherche, et m'avoir permis de répartir mon temps avec la réalisation de ce travail dirigé.

À mes parents, qui m'ont donné l'opportunité de reprendre mes études et qui m'ont soutenu sur bien des aspects dans ce projet.

À Alexandra et Mélissa, pour avoir été des soutiens quotidiens et sans faille au cours de ces deux dernières années au Canada, dans les bons moments et ceux de doutes.

INTRODUCTION

Sur l'année académique 2016-2017, l'Organisation de coopération et de développement économique [OCDE] a recensé plus de 5 millions d'étudiants en mobilité internationale à travers le monde (2019). Ce type d'immigration, qui est en croissance depuis de nombreuses années maintenant, pourrait compter près de 8 millions d'étudiants d'ici 2025, selon certaines projections (Madden-Dent et Al. 2019). Cette augmentation rapide et constante du nombre d'étudiants internationaux, semble en lien avec l'intérêt grandissant pour la mobilité internationale et les carrières internationales, qui sont de plus en plus fréquentes et plébiscitées par les travailleurs (Farivar et Al., 2019).

Facilitée par la mondialisation et recherchée par les employeurs, l'expérience que procure un parcours universitaire à l'étranger est à la fois un apprentissage académique avec l'acquisition de connaissances et compétences, une expérience culturelle ouvrant à la diversité et au multiculturalisme, ainsi qu'un pas vers l'insertion professionnelle, dans le pays d'accueil, le pays d'origine, ou encore une étape avant un pays tiers (Beine et Al., 2014 ; Maria Cubillo et Al., 2006 ; Nilsson et Ripmeester, 2016). À l'origine du départ en mobilité pour les études, différents facteurs influencent les choix des étudiants ; ceux-ci peuvent être dus à la situation du pays d'origine ou aux opportunités présentes dans le pays d'accueil (Farivar et Al., 2019). En effet, les établissements postsecondaires et leurs méthodes pour attirer les étudiants internationaux, les gouvernements et les politiques migratoires, tout comme la situation économique, les liens sociaux ou encore des perspectives d'emploi plus favorables sont déterminants dans la volonté de ce type d'expérience (Bernard, 2014).

Les étudiants internationaux ne sont cependant pas les seuls à tirer des bénéfices de cette mobilité. En effet, les gouvernements et les établissements académiques jouissent de retours financiers pendant et post-études, d'une main-d'œuvre potentielle qualifiée prête à intégrer le marché du travail local, mais aussi d'avantages géopolitiques, en termes de réputation et d'image d'excellence de leur système éducatif (Choudaha, 2017 ; United Nations Education, Scientific and Cultural Organization [UNESCO], 2019 ; Trilokekar et Al. 2020 ; Frenette et Al., 2020). Ces profits pour les États et les institutions leur donnent également des responsabilités envers les étudiants

internationaux accueillis afin de favoriser leur adaptation et leur intégration tant sur le plan académique que social (Akwanka, 2015 ; Maria Cubillo et Al., 2006 ; Mesidor et Sly, 2016).

Au Canada, la mobilité internationale par les études a également une place importante dans l'immigration. Des politiques d'attraction sont mises en place par le gouvernement fédéral, et ce avec pour objectif de répondre à un besoin de main-d'œuvre croissant à travers le pays (Choudaha, 2017). Les effectifs d'étudiants internationaux dans le postsecondaire ont doublé au cours des dernières décennies (Bernard, 2014). Le Canada occupait la 7^{ème} place mondiale en matière d'accueil pour les étudiants internationaux en 2017 (OCDE, 2019). Outre les politiques qui facilitent l'immigration par les études, les étudiants qui quittent leur pays d'origine pour venir au Canada, ont aussi, pour beaucoup, l'objectif d'immigrer sur le long terme et donc de trouver un emploi. Cependant, comme l'ont fait ressortir de leur étude Boulet et Boudarbat (2010), s'insérer sur le marché du travail avec un diplôme étranger n'est pas toujours évident auprès d'employeurs ne connaissant pas nécessairement les diplômes non canadiens. Dans ces conditions, obtenir un diplôme canadien peut être une porte d'entrée pour un projet à long terme. Tout comme pour les autres pays, les étudiants étrangers jouent un rôle notable dans l'économie du Canada (Canmac Economics Limited, 2020) et il est donc important pour les gouvernements, fédéral et provinciaux, ainsi que pour les établissements postsecondaires, de s'assurer de la réussite et de l'intégration de ces immigrants sur les différents plans.

Fin 2019, la COVID-19 a été détectée en Chine. Après plusieurs semaines pendant lesquelles le nombre de cas a augmenté petit à petit, la maladie s'est répandue dans le monde, et une pandémie mondiale a été déclarée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en mars 2020. Partout à travers le monde, les frontières terrestres et aériennes ont été fermées, le télétravail, quand il était possible, et la distanciation sociale sont devenus obligatoires, les commerces non-essentiels ont été fermés, et dans beaucoup de pays les systèmes éducatifs ont été transposés à distance avec des cours en ligne. L'économie mondiale tourne dès lors au ralenti, presque aucun secteur d'activité n'est épargné et la vie de millions de personnes se retrouve bouleversée par la situation.

Comme la plupart des pays, le Canada dans son ensemble a été impacté par la pandémie, et tout l'environnement éducatif également. Très rapidement de nombreuses institutions ont fermé leurs

portes et les cours en ligne sont devenus la norme depuis la fin de la session d'hiver 2020 (Affaires Universitaires, 2021). La situation de crise a affecté à la fois la manière dont était dispensé l'enseignement mais également tout l'environnement académique et social qui est offert en temps normal par les établissements. Les étudiants internationaux, loin de leurs proches et dans un pays dont ils sont en phase de découverte et d'adaptation à la culture et à la société, ont vu leur quotidien totalement bouleversé.

Dans le cadre de ce travail, le Chapitre 1 permettra de mettre en avant quelques informations générales. Commencé par une définition de la mobilité internationale, il se poursuivra par une rétrospective de ce type de mobilité et se terminera par un panorama chiffré général de la composition de la population étudiante et des secteurs privilégiés.

Puis dans un deuxième temps, le contexte de la recherche et l'intérêt de l'étude seront présentés, ainsi que la méthodologie utilisée. L'objectif du Chapitre 2 sera de mettre en lumière l'origine et d'exposer les différentes étapes qui ont permis d'aboutir à ce travail.

S'ensuivra une revue de la littérature concernant la mobilité internationale par les études, divisée en deux parties. Le Chapitre 3 présentera tout d'abord tous les déterminants et facteurs à l'origine de ce type de mobilité, ainsi que les composantes qui en favorisent la réussite, et ce en temps normal, c'est-à-dire avant le début de la pandémie mondiale de la COVID-19. Après une description des mesures prises par les gouvernements dues à l'arrivée de la COVID-19, la deuxième partie de cette recension mettra en avant tous les changements qui se sont imposés dans l'environnement académique et social des étudiants et des institutions postsecondaires.

Enfin, le Chapitre 4 ouvrira la discussion sur les conséquences, soit positives soit négatives, pour les étudiants en mobilité par les études, comment leur quotidien a été impacté, quelles ont été les décisions prises leur permettant de poursuivre favorablement leur parcours académique ou quelles mesures étaient insuffisantes ou inadaptées et enfin quels enjeux restent à prendre en considération pour le futur.

CHAPITRE 1 - État des lieux de la mobilité internationale étudiante postsecondaire dans le monde, au Canada et au Québec

Ce premier chapitre a pour objectif de donner un aperçu de ce qu'est la mobilité internationale étudiante dans le monde de manière globale et au Canada et au Québec, plus particulièrement.

Tout d'abord, la définition de ce type d'immigration permet de comprendre quels sont les étudiants considérés comme étant des étudiants internationaux. Puis une courte présentation de l'histoire de la mobilité internationale est exposée afin d'en saisir l'origine et les évolutions. Enfin, un état des lieux avec quelques éléments clés chiffrés est présenté pour appréhender l'ampleur de ce phénomène dans le monde et au Canada, voir les pays, d'origine ou de destination, ainsi que les secteurs académiques les plus concernés ou encore l'impact financier généré par cette mobilité.

1.1 Définition

Selon la définition donnée par l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique)¹, les étudiants en mobilité internationale sont ceux « qui ont quitté leur pays d'origine pour se rendre dans un autre pays avec l'intention d'y suivre des études. » Le pays d'origine peut alors être vu de plusieurs façons suivant les pays et les données disponibles. De manière générale, il est considéré que les étudiants internationaux sont les étudiants ayant effectué leur précédente formation dans un autre pays et qui ne sont pas résidents du pays dans lequel ils sont en train de faire leurs études (OCDE, 2019). Si les informations ne sont pas suffisantes ou identifiables par les pays, la citoyenneté de l'étudiant pourra être prise en compte (Kunin, 2016).

Dans la mobilité internationale étudiante il est possible d'identifier deux types d'étudiants internationaux : les étudiants dits *en quête d'un diplôme* et ceux dits *en quête de crédits* (OCDE, 2019). Les premiers sont ceux qui suivent un cursus d'études complet dans un pays dont ils ne sont pas résidents et obtiennent un diplôme de l'établissement d'accueil. Les seconds sont les étudiants qui effectuent un échange, un stage ou un programme de courte durée, tout en étant rattachés à leur

¹ Dans le Chapitre B, Indicateur B6 du rapport « Regards sur l'éducation 2019 : Les indicateurs de l'OCDE

établissement dans leur pays d'origine (ex : les Erasmus en Europe) (Portail sur les données migratoires, 2020).

1.2 Brève histoire

Certains auteurs (Bevis et Lucas, 2007, cités dans Akanwa, 2015), ayant étudié l'histoire de la mobilité internationale, font remonter les premiers étudiants internationaux à la Grèce antique et aux « protégés » suivant des philosophes. De manière plus récente, et davantage traçable, des étudiants internationaux ont été enregistrés dans des universités européennes, comme à Paris et Bologne dès le XII^{ème} siècle, en Allemagne au XIX^{ème}; ou encore aux États-Unis dès la fin du XVIII^{ème} siècle (Akanwa, 2015). À cette époque, le fait de partir à l'étranger pour des études était perçu comme un moyen d'obtenir une éducation de prestige dans des pays développés et des institutions jouissant d'une grande réputation. Le nombre d'étudiants internationaux était alors relativement restreint, et ceux-ci une fois de retour dans leur pays d'origine étaient perçus comme une élite parmi leurs pairs (Akanwa, 2015).

De façon beaucoup plus contemporaine, au cours des dernières décennies, les étudiants internationaux font partie des catégories d'immigrants qui ont le plus rapidement augmenté (Beine et Al., 2014), avec comme pays de destination principaux les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie ou encore le Canada (Akanwa, 2015). Le développement des technologies de l'information et de la communication dans les années 1990 a fortement augmenté la demande d'une main-d'œuvre hautement qualifiée, ce qui a amplifié le nombre d'immigrants à travers le monde (Choudaha, 2017). Les universités ont alors ouvert leurs portes aux étudiants internationaux pour répondre aux besoins de qualification, notamment dans les domaines des sciences et des technologies. Choudaha (2017) note par ailleurs que jusqu'au milieu des années 2000, la mobilité internationale était souvent déterminée par les conditions d'immigration (facilitées ou non par les gouvernements), académiques (en fonction des programmes offerts par les établissements), mais surtout financières, par rapport aux aides apportées tant par les gouvernements que les universités en ce qui concerne les frais de scolarités et le support financier de manière globale.

Dans les années qui ont suivi, fin des années 2000 jusqu'à 2013, la crise financière mondiale a pris le dessus sur la mobilité internationale étudiante ; pour les établissements postsecondaires, attirer

les étudiants internationaux était devenu une nécessité car les frais de scolarité, plus élevés pour les étrangers, étaient une source de revenus importante (Choudaha, 2017). C'est d'ailleurs à cette période que le nombre d'étudiants internationaux provenant de Chine et d'Arabie Saoudite a très largement augmenté, grâce à leurs capacités financières, personnelles ou gouvernementales.

Aujourd'hui, la mobilité internationale pour les étudiants est devenue un moyen de développer leur employabilité et donc d'accroître les opportunités de carrière. De nouveaux pays émergent en tant que source d'étudiants internationaux, comme l'Inde ou le Vietnam, et d'autres comme pays de destination, par exemple le Japon ou la Corée (Choudaha, 2017).

1.3 La mobilité internationale étudiante en quelques chiffres

1.3.1 Dans le monde

Depuis les années 1970, la mondialisation des études supérieures a provoqué le quadruplement de la mobilité internationale étudiante entre 1975 et 2008 (Beine et Al., 2014). Selon les chiffres du rapport² de l'Organisation de coopération et de développement économique (2019), il est estimé qu'en 2017 près de 5,3 millions d'étudiants étaient considérés comme étant en mobilité internationale, soit 2,4% de la population étudiante mondiale. Cela marque une augmentation de 70% sur les 10 dernières années³ (OCDE, 2019). Toujours selon cette étude, les cinq principaux pays d'accueil d'étudiants internationaux sont les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie, l'Allemagne et la France ; et les cinq pays dont sont issus le plus d'étudiants internationaux sont la Chine, l'Inde, l'Allemagne, la Corée du Sud et le Vietnam.

En termes financiers, les étudiants internationaux semblent être un élément significatif pour les universités et pour l'économie des pays d'accueil de manière globale. En effet, selon les données de l'UNESCO (2019), la mobilité internationale étudiante aurait rapporté 39,4 milliards de dollars US aux États-Unis, 24,7 milliards à l'Australie ou encore 31,7 milliards au Royaume-Uni en 2016.

² Rapport réalisé grâce aux données collectées par UNESCO-ISU/OCDE/Eurostat, sur l'année académique 2016-2017.

³ Selon le même rapport de l'OCDE, 2 millions d'étudiants internationaux étaient recensés en 1988.

1.3.2 Au Canada et au Québec

Tout comme dans le reste du monde, le Canada, qui attire de nombreux étudiants étrangers, a vu sa population d'étudiants internationaux plus que doublée depuis les années 2000 (Bernard, 2014). D'après Frenette et Al. (2020), la population d'étudiants internationaux a augmenté de 6,5% entre 2009 et 2017, pour atteindre 14,7% du nombre d'étudiants inscrits dans des établissements universitaires. De même, pour les étudiants internationaux inscrits dans un établissement de niveau collégial, ils représentaient 5,2% en 2009 contre 13,2% en 2017. Au total, selon les chiffres publiés en 2020 par Affaires mondiales Canada⁴, il y avait, en 2018, 686.855 étudiants internationaux (à court et long terme) au Canada, ce qui place le Canada en 7^{ème} position des pays d'accueil (OCDE, 2019).

En termes économiques, ces étudiants ont dépensé au Canada plus de 22 milliards de dollars en 2018, ce qui représente une participation au PIB du pays de près de 20 millions (Canmac Economics Limited, 2020). L'impact financier de cette population étudiante est donc non négligeable pour le pays.

De manière générale, et ce, quelle que soit la proportion d'étudiants internationaux dans le domaine d'étude, la Chine, au niveau universitaire, et l'Inde, au niveau collégial, se positionnent en leaders comme pays d'origine (Frenette et Al., 2020). L'Europe se positionne derrière l'Asie en termes d'origine des étudiants internationaux, puis vient l'Afrique (Vultur et Germain, 2018).

Les principaux domaines d'études plébiscités par les étudiants internationaux au Canada, tant au niveau universitaire que collégial, sont les programmes en mathématiques, informatique et en sciences (Frenette et Al., 2020). À l'opposé, les auteurs précisent que d'autres secteurs attirent nettement moins les étudiants étrangers, comme par exemple l'éducation, la santé et les domaines connexes ainsi que les services à la personne et de transport.

En ce qui concerne le Québec, toujours selon le rapport Canmac Economics Limited (2020), un peu plus 72.000 étudiants étrangers se trouvaient dans la province en 2017. Le BCI (Bureau de coopération interuniversitaire) précise que parmi ceux-là, 42.390 étudiants internationaux étaient inscrits au niveau universitaire de 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} cycle, en 2017 (Mélançon, 2018) ; ce qui

⁴ Rapport produit par Canmac Economics Limited et présenté en 2020 à Affaires mondiales Canada, données des années 2017 et 2018.

représente 14% de la population universitaire. Comme dans le reste du Canada, le Québec a enregistré une hausse au cours des dernières années ; entre 2016 et 2017, 9% d'inscriptions supplémentaires ont été comptabilisés (Mélançon, 2018).

Les étudiants internationaux ont également très largement participé à l'économie de la province puisque 2,1 milliards de dollars ont été dépensés, ce qui implique une participation au PIB de près de 2 millions de dollars en 2017 (Canmac Economics Limited, 2020).

Au Québec, ce sont les universités anglophones qui accueillent, en terme numérique, le plus d'étudiants internationaux, avec en tête l'Université McGill (11.144 étudiants internationaux), suivie de l'Université de Concordia (7.202 étudiants internationaux) ; avec respectivement une augmentation de 12% et 19,1% entre 2016 et 2017 (BCI, 2017). Il est à noter qu'en 2013, la France était le premier pays d'origine des étudiants internationaux (37,1%), les États-Unis et la Chine, respectivement 8,8% et 8,1%, venant ensuite (Vultur et Germain, 2018).

En ce qui concerne les domaines privilégiés par les étudiants internationaux au Québec, on les retrouve majoritairement dans les sciences humaines et sociales (24%), ainsi qu'en sciences (13%) et génie (12%) (Vultur et Germain, 2018).

CHAPITRE 2 - Contexte, intérêt et méthodologie de la recherche

Le chapitre 2 de ce travail est composé d'une présentation du contexte et de l'intérêt de la recherche autour de la mobilité internationale par les études puis de la situation de crise liée à la pandémie de la COVID-19. Enfin la méthodologie utilisée pour effectuer cette étude est exposée.

2.1 Contexte et intérêt de la recherche

La mobilité internationale étudiante est un vaste sujet d'étude présentant de multifacettes. Son accroissement constant en fait un phénomène qui est loin d'être marginal. Elle implique de nombreux acteurs et son étude doit prendre en compte les différents déterminants à l'origine de cette migration ainsi que ses multiples retombées : sociales, économiques, financières, etc.

Comme cela sera démontré plus tard dans cette recherche, les motivations à partir en mobilité pour les étudiants sont diverses, elles varient en fonction de plusieurs facteurs dans le pays d'origine, mais également dans le pays de destination. Les attentes et les critères significatifs de la réussite de la mobilité sont par conséquent multiples, et s'appuient sur des aspects tels que la réussite académique, l'adaptation et l'intégration à l'environnement de l'éducation postsecondaire, sociale et culturelle, l'appréhension au marché du travail local, la participation à la société au sens large, etc. Afin d'atteindre ces objectifs, les étudiants internationaux s'appuient sur leurs capacités, leur savoir être, mais d'autres acteurs entrent également en jeu dans cette réussite : les établissements postsecondaires eux-mêmes et les gouvernements. Ces deux intervenants ont par ailleurs des intérêts qui leur sont propres, qui seront présentés par la suite, ce qui doit les inciter à s'assurer de l'aboutissement positif de la démarche des étudiants. La mobilité internationale par les études est un flux migratoire qui a des retombées économiques, tant pendant qu'après les études, qui permet de développer le capital humain et social, en formant une future main-d'œuvre qualifiée et diverse culturellement.

Les premiers cas de COVID-19 ont été signalés en Chine dans la région de Wuhan fin 2019. Quelques semaines plus tard, l'OMS, et les autorités sanitaires chinoises, ont officiellement annoncé la découverte de ce nouveau coronavirus, en janvier 2020 (Institut Pasteur, 2020). Cette

maladie, dont les symptômes se rapprochent, dans un premier temps, de ceux de la grippe (maux de tête, douleurs musculaires, fatigues) peut conduire, dans sa forme la plus avancée, à une perte de goût et/ou de l'odorat, à de fortes fièvres, à des difficultés respiratoires telle qu'une pneumonie ou une atteinte du système nerveux (Institut Pasteur, 2020). Selon les conditions préexistantes de santé, la prise en charge, la sévérité de l'infection, la COVID-19 peut conduire jusqu'au décès des malades. Comme l'OMS (Organisation mondiale de la santé, 2020) l'indique cette maladie se transmet d'une personne à une autre par le contact rapproché, inférieur à un mètre, par le toucher, et ce lorsque l'une des personnes est atteinte du virus. « Les particules sont expulsées par la bouche ou par le nez quand une personne infectée tousse, éternue, parle, chante ou respire profondément. » (Organisation mondiale de la santé, 2020). De même, si une personne infectée se touche le visage, la bouche, les yeux, puis touche une surface, une personne non infectée pourrait à son tour être contaminée par le geste inverse (surface puis visage). Cette facilité de contamination a entraîné une propagation rapide du virus dans le monde entier ; très vite les frontières ont été franchies.

Très rapidement, et en fonction de la dispersion de la pandémie alors mondiale, la plupart des gouvernements du monde entier ont commencé à prendre des mesures pour fermer leurs frontières aux voyageurs non citoyens, à limiter les voyages non essentiels à l'intérieur des pays, à imposer la distanciation sociale, ou encore à réduire les activités intérieures ou de groupe, etc. De très nombreux pays, que ce soit en Europe, en Asie ou en Amérique, ont également mis en pause leur économie en faisant un lock-down total ou partiel, en fonction de la contamination. Le télétravail a été imposé, les commerces et services non-essentiels ont été fermés, un couvre-feu a été mis en place. L'objectif était alors de limiter toutes les situations pouvant conduire à la transmission du virus.

Depuis maintenant plus d'un an et demi, la vie de la population mondiale s'est vue bouleversée par cette maladie : de nombreux variants plus ou moins contagieux ont été détectés, certains pays ont été mis en confinement à plusieurs reprises et près de 3 millions de morts dans le monde ont été comptabilisés en mai 2021 (Organisation mondiale de la santé, 2021). Avec le début de la vaccination fin 2020, certains pays ont déjà repris une vie « normale » et d'autres sont sur la même voie.

Cependant, il apparaît clairement que les conséquences, en dehors de la maladie en elle-même, sont nombreuses. La perte d'emploi et de revenu, la précarité, l'atteinte à la santé mentale et physique, le stress, l'isolement, etc. sont des phénomènes fréquemment observés, et ce d'autant plus pour les populations déjà identifiées comme vulnérables (Institut national d'excellence en santé et services sociaux, 2020 ; Organisation mondiale de la santé, s.d. ; Santé publique Ottawa, s.d.).

Tout comme le reste de la population, les étudiants de manière générale ont été impactés par la pandémie : fermeture des établissements scolaires, isolement social, perte d'emploi étudiant, etc. À ces problématiques s'ajoutent d'autres difficultés qui concernent davantage les étudiants internationaux en raison de leur situation parfois précaire, ou du moins plus instable dans le pays d'accueil où ils se trouvent. Les mesures gouvernementales prises pour des raisons sanitaires, au Canada et au Québec, depuis maintenant plus d'un an ont eu des conséquences sur la vie des étudiants et leur environnement dans sa globalité. À partir des éléments qui font la mobilité internationale étudiante, dans un contexte normal, et en les mettant en parallèle avec les changements dus à la COVID-19, l'intérêt de cette étude est de mettre en lumière les impacts, positifs et négatifs, à plus ou moins long terme sur la mobilité internationale par les études. L'objectif est alors d'identifier ce qui pour chacun des acteurs, les étudiants, les établissements postsecondaires et le gouvernement, semble avoir bien fonctionné, ce qui aurait pu être mieux pris en compte ou fait différemment et ce qui pourrait avoir de réelles conséquences négatives dans le futur faute de mesures adaptées. Cela offrirait également un aperçu des points de vigilances en cas de nouvelle situation de crise mondiale, telle que celle vécue avec la COVID-19.

2.2 Méthodologie de recherche

2.2.1 Choix de la méthode

Dans le cadre de ce travail dirigé, le choix méthodologique a été la revue de littérature. En s'appuyant sur les études préalablement effectuées par les auteurs, cela a donné la possibilité d'appréhender le sujet de la mobilité étudiante internationale dans sa globalité. En effet, la documentation disponible sur la composition et l'histoire, les études théoriques et empiriques faites autour des différents aspects qui composent ce sujet, les données statistiques recensées par les

organisations gouvernementales et internationales, offrent un très large panorama de ce qu'est la mobilité internationale étudiante. Cela met alors en lumière les divers facteurs influençant le départ en mobilité, ceux qui facilitent l'intégration dans le pays d'accueil, la réussite tant académique que sociale, les perspectives post-diplôme, mais aussi le rôle de chacun des acteurs qui entre en jeu. En comprenant ce qu'est le phénomène de la mobilité étudiante internationale en temps normal, c'est-à-dire en dehors de la période COVID-19, et en combinant les éléments avec les changements liés à la COVID, cela donne la possibilité d'identifier ce qui pourrait avoir été impacté négativement, mais également positivement, dans cet environnement.

2.2.2 Recherche et analyse des écrits

Afin d'atteindre cet objectif de recherche, la collecte de données a été effectuée en plusieurs étapes et autour de différents sujets. Afin de s'assurer de la variété et de la qualité documentaire, plusieurs plateformes de publications scientifiques ont été utilisées; *Cairn*, *Érudit*, *Emerald*, *Sofia*. Cela a permis notamment de sélectionner plusieurs revues spécialisées dans le domaine de l'éducation supérieure ainsi que de la mobilité internationale, telle que le *Journal of international Students*. Les plateformes gouvernementales et internationales, telles que celles de *Gouvernement Canada*, de l'*OIT* ou encore de l'*UNESCO* ont aussi été des sources qualitatives. Enfin, le moteur de recherche *Google* a permis de rechercher des informations sur l'actualité et les évolutions récentes sur la COVID-19.

La recherche s'est alors divisée autour de trois thèmes : la mobilité internationale étudiante en période « normale » (hors COVID-19), les directives et changements dus à l'arrivée de la COVID-19, et les conséquences sur la mobilité dans les mois qui ont suivi le début de la pandémie et actuellement. Pour cela, des mots clés tels que : « étudiant international », « mobilité étudiante », « étudiants immigrants », « étudier à l'étranger », « motivations », « facteurs déterminants », « intégration », « adaptation », « capital social », « éducation », « réussite académique/sociale/professionnelle », « universités canadiennes », « bénéfiques », « impacts », « COVID-19 », « Canada », « Québec », ont été sélectionnés. À chaque fois les déclinaisons française et anglaise ont été utilisées pour s'assurer que la recherche était la plus complète possible. De manière générale, et ce même pour le premier thème, les recherches se sont concentrées sur des

sources relativement récentes et d'actualité, puisque les dates de publications sont principalement inférieures à 10 ans.

Après avoir sélectionné les écrits, par rapport au titre, au résumé et aux mots-clés utilisés par les auteurs quand cela était disponible, les études, articles ou rapports ont été classifiés et divisés en fonction des trois thèmes mentionnés précédemment. Il s'ensuivit une lecture et une analyse approfondie de chacune des sources afin d'identifier les éléments essentiels qui ont un intérêt pour le sujet. Certains écrits ont été retirés et d'autres ajoutés au cours de cette période en fonction de la pertinence et de l'apport pour ce travail. De plus, au vu de la nouveauté du sujet, il a été nécessaire de consulter régulièrement les différentes plateformes et les informations fournies par le Gouvernement pour suivre l'évolution des études et des impacts.

Ce travail dirigé se veut donc être une synthèse de la littérature concernant la mobilité internationale étudiante hors COVID-19, pour ensuite repérer les changements imposés par cette pandémie, détecter les impacts pour les étudiants internationaux, ainsi que pour les autres acteurs, le gouvernement et les universités, et ce, avec pour but final de tirer les conséquences de cette situation de crise mondiale.

CHAPITRE 3 - Recension des écrits

Ce chapitre, consacré à la recension des écrits, se divise en deux parties distinctes : pré-COVID-19 et arrivée de la COVID-19. L'objet de cette revue est d'identifier dans un premier temps ce qui motive une personne à partir en mobilité internationale dans le cadre d'un programme d'études, quels sont les facteurs qui influencent le choix du pays de destination et de l'institution d'accueil. Les différentes recherches ont montré que l'importance de la réussite académique, l'intégration et l'adaptation sociales au sein de l'établissement scolaire ainsi que dans la vie quotidienne, dans la société de manière globale, ou encore le poids d'une expérience professionnelle et ses bénéfices financiers, sont déterminants dans la réussite d'une telle mobilité. Les étudiants ne sont cependant pas les seuls acteurs dans cette expérience ; l'État et les établissements scolaires ont également un intérêt à encourager et soutenir les étudiants internationaux, et leur rôle est essentiel et indissociable de la réussite. En effet, les différents facteurs mentionnés précédemment sont fortement liés et ont généralement une incidence les uns sur les autres.

Dans la deuxième partie de cette revue, il sera alors question de voir comment l'arrivée de la COVID-19 a modifié l'environnement des étudiants, et lorsque les études et les données étaient disponibles, les changements spécifiques qu'elle a engendrés pour les étudiants internationaux.

3.1 La mobilité internationale étudiante : vision avant la COVID-19

3.1.1 Motivations pour un départ en mobilité internationale par les études

Effectuer une mobilité internationale par les études est pour beaucoup de personnes un véritable investissement financier (Maria Cubillo et Al., 2006). Plusieurs éléments entrent alors en compte dans le processus de décision pour ces personnes à partir à l'étranger suivre un programme d'études. Selon Lo (2019), il est possible de comprendre la motivation des étudiants d'après plusieurs approches, et notamment l'approche instrumentaliste et celle des capacités.

La première, qui s'appuie sur la théorie du capital humain individuel de Bourdieu, expose les motivations au départ comme la possibilité d'investir et de vivre une expérience permettant d'accumuler et d'intégrer du capital individuel économique, social et culturel (Lo, 2019).

La deuxième approche met en avant la possibilité, par les études, de développer ses aptitudes et pour faire ce que l'on souhaite et ce que l'on veut devenir ; cela élargit le champ des possibles, offre une liberté future, une capacité et une autonomie pour atteindre des objectifs personnels (Lo, 2019). L'auteur, qui s'appuie sur les recherches de Chiappero-Martinetti et Sabadash (2015) et Robeyns (2005), montre par ailleurs l'importance du contexte dans le pays d'origine, notamment dans les pays en voie de développement, comme par exemple les facteurs sociaux, économiques, politiques, etc., et qui sont alors des raisons de quitter son pays dans le but d'améliorer ses conditions de vie personnelles et familiales futures.

Dans leur recherche, Maria Cubillo et Al. (2006) évoquent, quant à eux, quatre facteurs poussant une personne à partir étudier à l'étranger : des raisons personnelles, l'image du pays d'accueil, l'image du système éducatif et des institutions, et enfin les programmes offerts. Comme pour Lo (2019), les auteurs démontrent tout d'abord que l'objectif d'obtenir de meilleures perspectives d'emploi dans le pays d'accueil ou d'origine, d'évoluer socialement et d'avoir une meilleure qualité de vie, ou encore de développer son capital culturel, est l'un des déterminants poussant à la mobilité internationale. Vultur et Germain (2018) qui dans leur étude mentionne des facteurs de motivation similaires, précisent également que les motivations sont fortement liées à l'origine des étudiants étrangers et aux pays de destination, avec les flux migratoires Nord-Nord ou Sud-Nord. Il est aussi important de préciser, qu'au cours des dernières décennies, la globalisation des marchés et la concurrence mondiale en termes de main-d'œuvre qualifiée joue un rôle de plus en plus prépondérant dans la motivation vers une mobilité étudiante internationale (Lo, 2019; et Vultur et Germain, 2018).

Jamaludin et Sam (2018) ont quant à eux scindé et résumé les facteurs liés aux motivations pour le départ en mobilité internationale à un système de « push and pull factors »; c'est-à-dire ce qui encourage une personne à quitter son pays d'origine et ce qui l'attire dans le pays d'accueil.

3.1.2 Les facteurs liés au choix de la destination et de l'établissement postsecondaire

Les facteurs qui mènent les étudiants à choisir le pays d'accueil, l'université ou encore le programme d'études, sont fortement liés aux motivations qui sont à l'origine du départ. Le modèle construit, à partir de la revue de littérature faite par Maria Cubillo et Al. (2006), met en avant 19 variables influençant les quatre facteurs de motivations au départ. Le choix du pays d'accueil est souvent déterminé par l'image que la personne en a, et ce en fonction de sa culture d'origine, de la réputation et de la réalité sur le plan de la situation socio-économique, de la sécurité et de la langue (Maria Cubillo et Al. 2006 ; Vultur et Germain, 2018). Jamaludin et Sam (2018) ainsi que Beine et Al. (2014) précisent notamment que le réseau social, dans les pays d'origine et d'accueil, joue par ailleurs un rôle important dans l'image et donc le choix de la destination. Les auteurs mentionnent l'importance de l'adaptation et l'intégration culturelle dans le pays d'accueil. Tout comme Maria Cubillo et Al. (2006), dans le choix de la destination, la question de proximité culturelle semble alors entrer en compte dans le processus décisionnel. Abbott et Silles (2016) ont mis en avant l'importance de la situation économique dans le pays d'origine pour le choix du pays d'accueil. En effet, les auteurs mentionnent que les personnes issues de pays ayant moins de perspectives professionnelles et des revenus plus bas, auront tendance à choisir un pays qui leur permettra d'évoluer économiquement ; ce qui sera moins le cas pour les futurs étudiants internationaux issus de pays bénéficiant d'une meilleure situation économique (Abbott et Silles, 2016). Les étudiants internationaux sont également plus attirés par les pays qui partagent la même langue ou dont la langue d'enseignement sera l'anglais. Enfin, les politiques gouvernementales mises en place pour attirer et faciliter l'immigration par les études pèsent sur la décision des étudiants (Beine et Al. 2014 ; Gagnon, 2018 ; Vultur et Germain, 2018).

En ce qui concerne le choix de l'établissement et du programme, Maria Cubillo et Al. (2006) avaient relevé l'importance de l'image du système éducatif et du niveau des programmes comme motivation au départ. La qualité de l'enseignement (Beine et Al. 2014), le classement au niveau mondial, la facilité du processus d'admission (Akanwa, 2015), la reconnaissance des diplômes offerts dans le pays d'accueil, d'origine ou tiers, mais également toutes les ressources hors académiques (vie sociale sur le campus, infrastructures, soutien, etc.) (Akanwa, 2015), les possibilités en termes d'aides financières (Beine et Al. 2014; Vultur et Germain, 2018) sont

évalués. La question de l'employabilité à la suite des études fait également partie des critères de choix de l'université et du programme. En effet, la perception qu'ont les employeurs aura un impact sur les critères de choix de l'étudiant (Beine et Al., 2014 ; Maria Cubillo et Al., 2006).

3.1.3 Réussite et ajustement académique du côté des étudiants

Lorsque l'on aborde le sujet de la mobilité internationale par les études, il convient naturellement de parler de l'aspect purement académique de la mobilité, des facteurs déterminants qui en favorisent la réussite.

Selon Collin et Karsenti (2012), pour parler de réussite académique, il faut prendre en compte l'intégration académique. Celle-ci se fait sur deux niveaux : formel et informel, et ce tant pour les étudiants locaux qu'internationaux. Cependant, les facteurs facilitants ne sont pas identiques pour les deux catégories d'étudiants ; des problématiques supplémentaires s'ajoutent pour les étudiants internationaux. En ce qui concerne le niveau formel de l'intégration académique, le cursus scolaire, les cours suivis, les notes obtenues ou encore l'obtention finale du diplôme composent la performance académique (Collin et Karsenti, 2012). Cette performance est alors le résultat d'une adaptation réussie à l'environnement postsecondaire d'accueil, à un système d'enseignement qui peut être différent de ce que connaissaient les étudiants internationaux dans leur pays d'origine. Il s'agit là d'un jugement totalement objectif sur l'intégration, puisqu'il n'est pas basé sur le ressenti personnel de l'étudiant, mais sur les notes obtenues (Duclos, 2011). Pour les étudiants internationaux, l'adaptation à l'environnement académique passe par l'apprentissage des méthodes et techniques d'enseignement utilisées par les professeurs, les modalités pour les travaux et examens, les critères de participation et de notation, etc. (Mesidor et Sly, 2016). L'aspect linguistique et la maîtrise de la langue sont des questions primordiales dans la participation à l'adaptation et donc la performance académique (Akanwa, 2015). En effet, le niveau de compréhension, d'expression et de rédaction peut constituer une barrière importante à la réussite, si la langue maternelle n'est pas la même que celle utilisée dans le cadre universitaire. Cela peut mener l'étudiant à être davantage passif et en difficulté dans l'apprentissage (Akanwa, 2015), notamment si le type d'enseignement utilisé requiert une participation active et des échanges lors des cours.

Le niveau informel quant à lui, renvoie aux interactions ayant lieu dans le cadre universitaire, c'est-à-dire avec les enseignants, le personnel administratif et de soutien, les autres étudiants, etc. (Collin et Karsenti, 2012). Afin de réussir dans leurs études, les étudiants internationaux vont rechercher de l'information et du soutien, mais aussi développer leurs connaissances et compétences à travers les interactions au sein de l'environnement postsecondaire. Il y a un aspect lien social dans la performance académique (Akanwa, 2015; Mesidor et Sly, 2016). En effet, les étudiants internationaux ont besoin du soutien des enseignants, de savoir que ceux-ci sont disponibles pour répondre à leurs questions concernant les cours, que les échanges soient faciles. De même, les interactions avec le personnel administratif, que ce soit les services spécialisés pour les étudiants étrangers ou non, la qualité des échanges, les infrastructures des services et d'information disponibles sont essentiels. Akanwa (2015) ajoute également que les interactions dans le cadre des activités scolaires, avec les autres étudiants, notamment locaux, jouent un rôle important dans la performance académique. Les étudiants internationaux par le contexte dans lequel ils se trouvent ont tendance à rester entre eux car ils partagent les mêmes problématiques d'intégration et d'adaptation. Cependant, comme le relève Akanwa (2015), si les étudiants internationaux sont encouragés à travailler en groupe par le corps professoral, et surtout en insistant sur la diversité au sein des groupes de travail, la performance académique s'en verra améliorée. De plus, les interactions multiculturelles pousseraient les étudiants tant internationaux que locaux à développer d'autres types de compétences.

D'autres aspects tels que l'engagement des étudiants internationaux dans leurs études (Akanwa, 2015), l'autodiscipline et la confiance en soi sont des facteurs déterminants pour la réussite et l'ajustement académique (Smith, 2016). En effet, que ce soit dans les activités académiques proposées pendant les cours et en dehors (ex : groupe de travail) ou dans le travail personnel, l'implication et le niveau d'engagement de l'étudiant international auront un impact notable sur sa performance académique. De plus, en raison de challenges additionnels par rapport aux étudiants locaux, comme la langue, l'adaptation à l'environnement académique et culturel, etc., les étudiants internationaux doivent faire preuve de davantage de détermination dans leurs compétences et connaissances (Smith, 2016). En étant confiants et conscients de leurs propres capacités, ils seront plus à même d'atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés. Dans le cas contraire, l'incompréhension face à l'environnement linguistique et culturel et le manque d'adaptation

pourraient conduire les étudiants à arrêter leurs études; la rétention des institutions s'en verrait également impactée (Haverila et Al., 2020).

3.1.4 Adaptation et intégration sociales

Les adaptation et intégration sociales jouent un rôle très important dans la mobilité internationale par les études. Avoir réussi à s'intégrer et à développer des liens et des attaches, ainsi que le sentiment de loyauté qui se forge envers le pays d'accueil, feront partie du sentiment de réussite de l'expérience vécue et de la décision potentielle de rester plutôt que de retourner dans son pays d'origine (Duclos, 2011; Jamaludin, 2018). Cependant, contrairement à la réussite et l'adaptation au milieu académique, des auteurs (Duclos, 2011 ; Gagnon, 2018) relèvent que cette intégration sociale est beaucoup plus subjective. Comme le mentionne Gagnon (2018, p125) cela correspond davantage à un sentiment qui est propre à chacun ; cela peut être dû au

vécu relationnel et [au] sentiment d'appartenance à un groupe, mais aussi à d'autres aspects tels que l'implication dans le milieu de vie, l'occupation du temps, les lieux fréquentés, les activités quotidiennes, la participation citoyenne, le sentiment de confiance dans ses projets, la connaissance des codes culturels et l'entrée dans la vie professionnelle.

Duclos (2011) précise par ailleurs que la perception de l'intégration sociale peut, dans certains cas, concerner soit la société d'accueil dans son ensemble, soit uniquement la communauté d'origine au sein du pays d'accueil. Les étudiants internationaux peuvent s'appuyer à la fois sur leur vie à l'université, mais aussi à l'extérieur, dans la société au sens large pour assurer leur intégration et donc le développement de leur capital social (Glass et Gesing, 2018).

Mesidor et Sly (2016) tout comme Duclos (2011), rappellent la complexité de l'adaptation à une nouvelle culture et à une nouvelle société. Les étudiants internationaux, comme toute autre personne se rendant dans un pays étranger, seront confrontés à différents stades d'acculturation qui nécessitent la mise en place de stratégies en fonction des objectifs de chacun pour franchir les barrières. Le manque d'intégration sociale, la faiblesse des connexions créées ou encore les situations pouvant mener à un sentiment de discrimination en tant qu'étudiants internationaux auront des conséquences à la fois sur leur réussite académique mais également sur leur santé mentale et leur bien-être psychologique (Akwanka, 2015 ; Madden-Dent et Al. 2019; Mesidor et Sly, 2016).

Tout comme pour l'intégration académique, Collin et Karsenti (2012) ont identifié deux niveaux d'intégration sociale dans le milieu universitaire : le niveau formel, avec les activités organisées pour les étudiants, et le niveau informel, qui regroupe tous les échanges avec le personnel universitaire. Au sein des universités, les activités et lieux où les interactions sociales peuvent avoir lieu sont relativement nombreux et variés ; les opportunités qui sont proposées font d'ailleurs partie des critères de sélection les plus importants dans le choix de l'université par les étudiants internationaux (Maria Cubillo et Al., 2006). Cela peut être au sein des structures sportives, dans les activités artistiques telles que les clubs de théâtre ou de musique, dans des associations et organisations humanitaires, dans les résidences universitaires, les lieux de restauration, etc. Plusieurs auteurs tels que Mesidor et Sly (2016) ou encore Burkhardt et Bennett (2015) ont démontré que plus l'environnement et les événements organisés sont favorables aux interactions, plus l'adaptation sociale sera facile et bénéfique pour les étudiants internationaux. Glass et Gesing (2018) précisent également qu'être en contact avec les étudiants dans un autre contexte que celui des cours facilite la création d'un lien social et d'amitié, ainsi que l'adaptation universitaire et sociale au sein de la société d'accueil. L'intégration peut aussi se faire lors d'événements organisés spécialement dans cet objectif, comme c'est souvent le cas en début de session/d'année scolaire, où des jeux, des rencontres sont prévus par les universités, soit pour tous les étudiants, soit pour les internationaux uniquement.

Cependant, il est vital pour les étudiants internationaux de ne pas simplement développer leur réseau avec les autres étudiants dans leur situation (Akwanka, 2015). Toutes les personnes ayant des différences culturelles avec le pays d'accueil ont tendance, en premier lieu, à rechercher des personnes étant dans la même situation, connaissant les mêmes problématiques d'adaptation et d'acclimatation (Duclos, 2011). Créer des liens avec les étudiants locaux est toutefois réellement bénéfique pour les étudiants internationaux, cela joue un rôle dans la réussite de l'expérience qu'ils sont venus vivre, mais cela est utile également pour les étudiants du pays d'accueil et l'université (Akwanka, 2015). En effet, les compétences multiculturelles, l'ouverture d'esprit ou encore un environnement encourageant la diversité et les échanges développeront le capital social de l'ensemble de la population universitaire. Glass et Gesing (2018) mentionnent d'ailleurs la création d'un sens communautaire pour les étudiants internationaux, qui sera à l'origine de leur intégration, s'ils sont à la fois en contact avec les étudiants locaux, internationaux et co-nationaux.

Comme nous le verrons plus tard, les universités ont un rôle important à jouer dans la socialisation. La perception du soutien et de l'aide de la part des personnels enseignant, académique et administratif est essentielle pour les étudiants internationaux (Mesidor et Sly, 2016). Cependant il est aussi de la responsabilité des étudiants internationaux de saisir les opportunités qui s'offrent à eux, de s'engager dans la vie de campus de l'université pour développer leur réseau et leur capital social (Glass et Gesing, 2018).

3.1.5 D'étudiant à travailleur : intégration professionnelle et intérêt financier

Que ce soit au cours des études ou pour la suite de leur parcours, l'aspect professionnel est à prendre en considération dans la mobilité internationale par les études. En effet, dès le départ, les opportunités d'insertion professionnelle future sont prises en considération par les étudiants. Comme cela a été vu précédemment, les perspectives d'un emploi qualifié, bien rémunéré et offrant une meilleure qualité de vie, attirent les étudiants internationaux (Lo, 2019). Lorsque ces derniers choisissent l'établissement postsecondaire ou le cursus, bien que, comme l'ont démontré Maria Cubillo et Al. (2006) cela ne soit pas le critère premier, l'image et la reconnaissance du diplôme par les employeurs sur le marché du travail est un point majeur. Haverila et Al. (2020) précisent que les institutions mettant au service des étudiants un conseiller d'orientation professionnel pourraient alors davantage attirer et retenir les étudiants, mais également les aider et les rassurer dans les choix pour leurs projets professionnels futurs. Nilsson et Ripmeester (2016) mettent en avant l'augmentation de la satisfaction des étudiants envers leur établissement, selon ce même critère. De plus, comme le précisent Ryan et Barton (2020) dans leurs recherches, suivant l'origine de l'étudiant, les attentes et les réflexions ne sont pas toujours basées sur les mêmes critères ; les établissements doivent donc les comprendre et s'adapter pour les guider au mieux sur le marché local du travail.

Les étudiants étrangers étant parfois discriminés par les employeurs locaux (Mesidor et Sly, 2016), obtenir un diplôme officiel du pays d'accueil leur permet d'avoir les compétences attendues et requises sur le marché qu'ils visent. Beine et Al. (2012) s'appuient notamment sur le fait que les études à l'étranger sont un véritable investissement sur le futur, avec comme attente le développement du capital humain. Toutes les connaissances et compétences acquises pendant les

études, tant au travers de l'éducation que d'un emploi étudiant à temps partiel, seront des ressources qui serviront pour la suite dans la vie professionnelle des étudiants étrangers (Burkhardt et Bennett, 2015). De plus, comme le mettent en avant Thunes et Støren (2015), avoir des opportunités d'appréhender le monde professionnel par le biais d'activités dans le cadre scolaire, permet de s'assurer que les institutions proposent des programmes en cohérence et répondant aux besoins réels du marché du travail. Certaines compétences et connaissances ne peuvent d'ailleurs être acquises que par le biais des interactions et de la pratique et non dans un cadre purement académique et théorique (Thunes et Støren, 2015). Finalement, les auteurs soulignent que ces interactions sont également bénéfiques pour la performance académique, puisque cela permettrait de gagner en maturité et d'être davantage motivé par l'aspect concret qui est apporté.

D'après Gagnon (2018), l'intégration totale au sein de la culture d'accueil ne peut être complète qu'une fois que les étudiants ont intégré le marché du travail. Pendant toute la période d'études, l'intégration n'est que partielle, c'est une transition entre le pays d'origine et le pays d'accueil. Avoir acquis un maximum de capital social au cours des études, favorise alors l'entrée sur le marché du travail et l'intégration dans la société (Gagnon, 2018). Il semble donc essentiel pour les étudiants étrangers de pouvoir, que ce soit dans leur domaine de compétences ou non, être en contact avec le monde du travail pendant les études, notamment si la migration par les études fait partie d'un projet à long terme (Gagnon, 2018).

À propos plus spécifiquement du Canada et du Québec, les études de Vultur et Germain (2018) ainsi que Collin et Karsenti (2012) vont dans la même direction. Les politiques fédérales concernant ces étudiants offrent la possibilité d'acquérir cette expérience professionnelle en insistant « de plus en plus sur les programmes mis en place pour permettre aux étudiants internationaux d'acquérir une expérience de travail sur le marché local, en vue de leur intégration future dans le système productif du pays » (Vultur et Germain, 2018). De plus, les établissements sont aussi de plus en plus impliqués dans ce processus, via des stages ou des périodes de pratique. Au Canada, les universités qui se tournent vers la recherche et basent leur réputation et leur pouvoir d'attraction sur celle-ci, permettent aux étudiants d'intégrer leurs laboratoires dès leur arrivée pour les études (Vultur et Germain, 2018). Ces politiques gouvernementales semblent par ailleurs relativement efficaces pour préparer les étudiants internationaux à leur intégration professionnelle,

puisque 33% d'entre eux restent au Canada et font une demande de permis de travail, ce qui est 8% supérieur au taux dans le reste du monde (Collin et Karsenti, 2012).

En ce qui concerne l'aspect financier, comme cela a été mentionné précédemment, les étudiants internationaux ont des frais de scolarité beaucoup plus élevés que les étudiants locaux au Canada. De plus, afin d'obtenir un permis d'études, ils doivent fournir au gouvernement canadien des preuves de fonds suffisants pour subvenir à leurs besoins pouvant atteindre plus de 10 000\$ par année d'étude (Gouvernement du Canada, 2017). Bien que d'après leur origine sociale, une grande part des étudiants internationaux sont issus de milieux économiques aisés et/ou aidés par des membres de leur famille, certains d'entre eux peuvent rencontrer des difficultés financières (Vultur et Germain, 2018). Avoir un emploi en parallèle des études permet donc de subvenir à leurs besoins et de participer à l'économie du pays.

3.1.6 Les technologies : un outil académique et de socialisation

De manière globale, les TIC (technologies de l'information et de la communication) sont reconnues comme ayant participé au développement de la mobilité internationale (Collin et Karsenti, 2012). Comme les auteurs le mettent en avant dans leur recherche, peu d'études ont été faites sur le lien entre la mobilité internationale des étudiants et l'impact des technologies sur leur intégration sociale et/ou académique. Cependant, il est possible d'identifier certaines caractéristiques de l'utilisation des technologies par les étudiants internationaux.

Sur un plan académique, la plupart des étudiants, internationaux ou non, utilisent les technologies de façon journalière dans le cadre de leurs études (Karkar-Esperat, 2018). Que ce soit pour les recherches d'informations sur internet, les outils de traitement de texte, de présentation, etc. les technologies sont largement utilisées dans l'éducation supérieure (Collin et Karsenti, 2012). Cependant, depuis plusieurs années maintenant, de plus en plus d'établissements ont mis en place des cours en ligne, et ce afin de donner plus de souplesse et d'accessibilité à l'éducation (Karkar-Esperat, 2018). Les technologies, qui étaient auparavant un outil additionnel à la formation deviennent dans ces cas-là le support principal. Cela a alors un impact sur le contenu du cours, la méthodologie d'apprentissage, le lieu et le moment, ainsi que sur les étudiants et les enseignants eux-mêmes (Collin & Karsenti, 2012). Bien que partis à l'international pour vivre une expérience

d'immersion locale, les étudiants internationaux sont parfois obligés de suivre leurs cours à distance car c'est parfois le seul format proposé pour la matière (Karkar-Esperat, 2018). L'utilisation des technologies présente dans le cadre de cours en ligne à la fois des avantages pour les étudiants internationaux, mais également des freins qui les conduisent à éviter ce type d'enseignement (Karkar-Esperat, 2018). Tout d'abord, comme mentionné précédemment, cela offre une grande plus flexibilité dans l'apprentissage. Les cours sont disponibles sur différents supports (ordinateurs, tablette, smartphone), ce qui permet un accès quel que soit le lieu où se trouve l'étudiant. Dans le cas de cours asynchrones, cela offre aussi une facilité dans l'organisation de son temps (Karkar-Esperat, 2018). De plus, si l'étudiant international ne suit pas les cours dans sa langue maternelle, les cours en ligne donnent la possibilité de reprendre à son rythme et de bien comprendre la matière. Les groupes de discussion et d'échanges qui sont mis en place dans le cadre de ce type de cours peuvent également être vecteur de socialisation avec les autres étudiants (Karkar-Esperat, 2018). Néanmoins, la langue peut également constituer une barrière importante à la poursuite de cours à distance. En effet, d'après l'étude de Karkar-Esperat (2018), les incompréhensions peuvent être réduites dans les cours en présentiel, car il est possible d'interagir et de poser immédiatement une question pour les dissiper. De plus, l'auteur relève que les étudiants internationaux ressentent davantage l'isolement et le manque d'interactions liés à cette méthode. Enfin, comme le mentionnent Collin et Karsenti (2012), l'utilisation des technologies et les compétences peuvent différer en fonction de variables culturelles et sociales. L'origine de l'étudiant international a donc un impact sur ses capacités à maîtriser et utiliser les technologies. Un soutien tant de la part du personnel technique que des enseignants est fortement recherché par les étudiants internationaux (Karkar-Esperat, 2018).

En ce qui concerne l'aspect social, les technologies grâce aux réseaux sociaux permettent à la fois de garder contact avec sa famille, ses amis dans le pays d'origine, mais également de rompre l'isolement, de faciliter l'intégration et l'adaptation culturelle dans le pays d'accueil (Ngai, 2019). Collin et Karsenti (2012) mettent en avant le fait que les technologies permettent la recherche d'informations, qu'elles soient formelles ou informelles, ce qui offre la possibilité de connaître davantage la culture, la situation économique, les règles et normes sociales, mais également de créer un espace de dialogue. Ngai (2019) précise dans son étude que l'utilisation des réseaux sociaux permet d'acquérir des connaissances tant sur les valeurs et pratiques culturelles que sur la

diversité multiethnique et les différences. Cela pousse les étudiants internationaux à s'intéresser à ce qui se passe dans le pays d'accueil et développe leurs compétences émotionnelles et de communication. De plus, pour les étudiants internationaux dont la langue maternelle n'est pas celle du pays d'accueil, l'utilisation des plateformes sociales et d'échanges constituent un moyen de faire évoluer leurs compétences linguistiques et d'apprendre la langue (Ngai, 2019). De manière plus générale, les réseaux sociaux peuvent offrir la possibilité de créer des liens avec les locaux, en partageant des passions ou des centres d'intérêts et donc de développer son capital social dans le pays d'accueil (Koo et Al., 2021 ; Ngai, 2019). Cependant, comme le relèvent Koo et Al. (2021), l'usage des technologies et des réseaux sociaux, pour chercher de l'information, se divertir ou encore communiquer, peut aussi être à l'origine de l'isolement pour les étudiants internationaux, si l'usage en est excessif. Au lieu de développer des liens « réels », en face à face, l'aspect virtuel prend le dessus et les coupe de l'environnement et des personnes du pays d'accueil.

3.1.7 Intérêt pour les gouvernements et rôles de ceux-ci

3.1.7.1 Intérêt

Au travers des écrits de différents auteurs (Beine et Al. 2014 ; Choudaha, 2017 ; Lo, 2019) il est possible de relever plusieurs avantages pour les gouvernements à s'intéresser à la mobilité étudiante internationale ; il s'agit de raisons démographiques, économiques et de compétitivité et enfin politiques.

En ce qui concerne les raisons démographiques, la diminution de la population dans certains pays contraint les gouvernements à aller chercher de la main-d'œuvre dans d'autres pays afin de pallier les pénuries en cours ou en devenir (Choudaha, 2017). Certains secteurs d'activités mais aussi certaines régions, notamment hors agglomérations comme c'est le cas au Québec (Gagnon, 2018), sont particulièrement touchés. Il revient donc aux institutions gouvernementales de mettre en place des politiques d'attraction et de rétention des immigrants. En favorisant la mobilité par les études, les gouvernements peuvent ainsi bénéficier d'une main-d'œuvre qualifiée, ayant reçu un enseignement selon les compétences requises, les besoins et les normes locales (Beine et Al., 2014). Comme mentionné précédemment, les étudiants internationaux sont également une source de revenus relativement conséquente pour l'économie des pays d'accueil (Lo, 2019). Les coûts liés

aux frais de scolarité, les dépenses de la vie courante, etc. sont alors non négligeables. De plus, si les politiques publiques de rétention sont bien adaptées aux besoins du pays et aux attentes et motivations des étudiants internationaux (Gagnon, 2018), c'est une future main-d'œuvre qualifiée qui intégrera le marché du travail et qui participera dans le futur à l'économie du pays (Frenette et Al., 2020).

Enfin, la globalisation, l'internationalisation des marchés dans son ensemble, favorise la compétitivité entre les pays ; l'éducation supérieure n'échappe pas à cette tendance (Jamaludin et Sam, 2018). Cela offre aux pays la possibilité de promouvoir leur culture, leurs capacités (Beine et Al., 2014), de développer le capital humain et le niveau d'éducation (Lo, 2019), de participer à « la compétition pour les talents » (Vultur et Germain, 2018). Dans leur étude Trilokekar et Al. (2020) rappellent également l'aspect géopolitique qui lie les gouvernements à l'éducation, ainsi que les impacts que peuvent avoir les prises de position sur l'environnement de la mobilité internationale étudiante entre les pays.

3.1.7.2 Rôles

Comme cela a été vu dans le point précédent, les gouvernements tirent de nombreux avantages de l'arrivée des étudiants internationaux dans leurs établissements postsecondaires. Il est donc tout à fait normal que les États se positionnent et interviennent dans les politiques qui sont mises en place et les services offerts aux étudiants internationaux (Lo, 2019). Tout d'abord, l'image et les stéréotypes qu'ont les futurs étudiants sur un pays font partie des déterminants dans le choix de la destination. Il revient donc aux gouvernements de s'assurer que l'image du pays à l'étranger est particulièrement attractive (Maria Cubillo et Al., 2006). Cela passe par une économie prospère, un pays sécuritaire, des conditions et un coût de la vie qui sont favorables aux étudiants, des services, un système éducatif réputé, etc. De plus, comme les auteurs le précisent d'ailleurs, l'État est souvent l'un des premiers services, avec lequel les étudiants internationaux sont en contact. Afin d'obtenir l'autorisation légale d'entrer sur le territoire, les demandes de permis ou visa passent par les services d'immigration ; ceux-ci doivent être accessibles et disponibles pour répondre aux attentes des étudiants (Maria Cubillo et Al., 2006). Beine et Al. (2012) rappellent également que les étrangers déjà présents sur le territoire jouent un rôle important dans la diffusion de l'image du pays d'accueil. S'ils ne subissent pas de discrimination, que les politiques mises en place ont

favorisé leur adaptation et leur insertion dans la société, ils auront une grande influence dans l'attraction des étudiants de même origine. L'attraction, et par la suite la rétention, des étudiants internationaux passent aussi par les politiques que souhaitent mettre en place les gouvernements (Beine et Al., 2012). En effet, si les États perçoivent les étudiants internationaux comme une main-d'œuvre hautement qualifiée pour le futur qui participera à l'économie du pays et au développement du capital humain, il est nécessaire que les pays facilitent leur intégration dans la société et sur le marché du travail en leur permettant de travailler pendant leurs études avec des permis de travail à temps partiel (Beine et Al., 2012 ; Maria Cubillo et Al., 2006). L'insertion professionnelle faisant partie des facteurs de rétention, les politiques doivent l'encourager dès le début des études. La question financière entrant en considération dans le choix de la destination, il est également de la responsabilité des gouvernements de proposer des réponses aux attentes des étudiants (Beine et Al., 2012). Cela concerne à la fois le coût des études, qui est souvent défini selon une politique nationale puis mise en place par les universités, le coût de la vie (ex : logement, alimentation, service de santé, transport, etc.), et enfin l'apport post-étude. Ce dernier point s'appuie sur un ratio entre l'investissement financier pendant la période des études et le salaire qui pourra être obtenu à la suite de l'obtention du diplôme.

En ce qui concerne le Canada, les politiques d'immigration par les études, mises en place par le gouvernement fédéral, vont également dans ce sens et favorisent une vision à plus long terme de l'immigration et de l'expérience professionnelle pour s'intégrer (Vultur et Germain, 2018). Les étudiants internationaux ont, sous certaines conditions, la possibilité de travailler à côté de leurs études, mais également de nombreux programmes sont mis en place pour acquérir de l'expérience professionnelle dans le cadre des études (ex : stage, apprentissage, etc.). En matière d'image, le Canada et le Québec ont également une très bonne réputation à l'international, ce qui accentue leur pouvoir d'attraction (Vultur et Germain, 2018).

3.1.8 Intérêt pour les établissements postsecondaires et rôles de ceux-ci

3.1.8.1 Intérêt

Si les établissements étaient considérés comme une entreprise fournissant un service, les étudiants seraient alors les clients, les consommateurs (Maria Cubillo et Al. 2006). Par conséquent, que l'on parle des locaux ou des internationaux, les étudiants sont une source de revenus essentielle pour les collèges et universités. Haverila et Al. (2020) mettent toutefois en avant la différence entre les variables influençant la rétention des étudiants entre les étudiants locaux et internationaux ; il est donc vital pour les établissements de bien comprendre les besoins et les attentes de chacune des catégories de clients. Les étudiants internationaux étant soumis à des frais de scolarité souvent plus élevés que les locaux, les bénéfices financiers sont particulièrement attractifs (Frenette et Al., 2020). De plus, comme c'est par exemple le cas dans certaines universités canadiennes (Vultur et Germain, 2018), ces dernières se concentrent de plus en plus sur la recherche. Attirer des étudiants internationaux dans ce type de programmes permet à la fois aux universités de bénéficier de subventions et de financements de la part des gouvernements, mais aussi de se positionner en termes d'excellence sur le marché international (Choudaha, 2017). En effet, outre l'aspect financier, la capacité de retenir et de mener ses étudiants jusqu'à la fin de leur parcours scolaire, permettra de renforcer leur positionnement par rapport aux autres établissements postsecondaires et leur donnera un avantage concurrentiel (Haverila et Al., 2020). Cela leur offre un pouvoir d'attraction et de rayonnement pour de futurs étudiants internationaux, mais également la possibilité de développer leur réseau et des partenariats avec d'autres universités à travers le monde (Choudaha, 2017; Trilokekar et Al. 2020). Glass et Gesing (2018) précisent également que la capacité de rétention et de développement des étudiants internationaux en termes de compétences académiques et sociales, impactera positivement les universités ; grâce aux alumni, l'attraction et l'image auprès d'autres étudiants des mêmes communautés s'en verront renforcer.

3.1.8.2 Rôles

Tout comme les gouvernements qui retirent des bénéfices de la mobilité internationale par les études, les établissements ont un intérêt à favoriser l'attraction, la rétention et la réussite des

étudiants internationaux. Maria Cubillo et Al. (2006) qui ont dans leur étude positionné les étudiants internationaux comme des clients effectuant un achat en investissant dans leur éducation, insistent sur le fait que, comme tous consommateurs, ils ont droit à des services et à un appui. Pour cela, les auteurs (Akanwa, 2015 ; Burkhardt et Bennett, 2015 ; Madden-Dent et Al., 2019 ; Mesidor et Sly, 2016) ont identifié plusieurs missions auxquelles il incombe aux collègues et universités de répondre. Ces derniers se doivent de soutenir, de favoriser l'adaptation et l'intégration sur les plans académique, universitaire, social ainsi que professionnel. Madden-Dent et Al. (2019) précisent que cela doit avoir lieu à différentes périodes, tout au long du processus de la mobilité ; c'est-à-dire avant le départ dans le pays d'accueil, au moment de l'arrivée, puis tout au long du parcours scolaire et jusqu'à la fin des études.

Du point de vue académique, la réussite de ce type de mobilité pour les étudiants passe par l'obtention du diplôme. Pour cela, les établissements doivent fournir un soutien aux élèves afin de s'assurer qu'ils atteignent leur objectif. Il est alors important que les contacts avec les professeurs soient faciles et constructifs, que les élèves se sentent encadrés par le corps professoral (Akwanka, 2015). Les différences d'apprentissage d'un pays à l'autre et d'une culture à l'autre peuvent être très grandes, il faut que les administrations et les corps enseignants anticipent ce type de disparités pour s'assurer de l'adaptation des étudiants (Akwanka, 2015 ; Mesidor et Sly, 2016). La qualité de l'enseignement et des professeurs étant un point important dans la sélection de l'établissement par les étudiants (Maria Cubillo et Al., 2006), il est également de la responsabilité de l'université d'être vigilante sur les contenus de cours et les méthodes d'enseignement.

En ce qui concerne le non-académique, les établissements postsecondaires se doivent de proposer de nombreux services de support et un environnement d'apprentissage spécifique pour les étudiants internationaux (Maria Cubillo et Al., 2006; Mesidor et Sly, 2016). Il est important que des personnes ressources soient disponibles pour guider les étudiants dans les différentes démarches administratives tant au sein du campus que pour la vie courante, pour les aider à trouver un logement soit sur le campus soit en dehors, pour l'orientation sur le campus, pour l'utilisation des services et infrastructures (ex : complexe sportif, bibliothèques, service de restauration, etc.) (Burkhardt et Bennett, 2015 ; Madden-Dent et Al., 2019). Créer une équipe dédiée aux étudiants internationaux, les BEI (Bureau des étudiants internationaux), comme cela est fait par de nombreux

établissements, permet au personnel d'être sensibilisé aux problématiques particulières des étudiants internationaux et de savoir comment y répondre (Burkhardt et Bennett, 2015). Akanwa (2015) et Maria Cubillo et Al. (2006) insistent par ailleurs sur le fait qu'en raison de la compétition qui s'instaure entre les établissements postsecondaires pour attirer et retenir les étudiants internationaux, tous les services et supports non académiques proposés par les universités ont un poids important dans le processus de décision. Les établissements ne peuvent, et ne doivent donc pas, négliger cet aspect.

La transition entre le pays d'origine et le pays d'accueil peut s'avérer compliquée, stressante, conduire à un sentiment de solitude et de perte d'identité (Madden-Dent et Al., 2019). En participant à la réduction de ces risques et en facilitant l'adaptation et l'intégration sociales des étudiants internationaux, les établissements d'enseignement n'impactent pas seulement le bien-être et la santé mentale des étudiants, mais aussi leurs performances académiques. Mettre des actions en place pour arriver à s'intégrer socialement et culturellement ne relève pas seulement de la responsabilité des étudiants internationaux mais également de celle des institutions (Haverila et Al., 2020). Pour cela, les établissements postsecondaires doivent offrir un environnement aux nombreuses interactions, que ce soit entre étudiants internationaux, mais aussi et surtout avec les étudiants locaux (Akanwa, 2015). Tout comme le reste de la société qui, en raison de la mondialisation, est de plus en plus multiculturelle, la promotion d'un environnement où la diversité est mise en avant, est essentielle (Burkhardt et Bennett, 2015). Dans un tel contexte international, les universités participent au développement de futurs citoyens du monde, qui ont des compétences multiculturelles et une ouverture sociale (Lo, 2019) ; cela bénéficiera tant aux étudiants étrangers que locaux. Pour cela, Glass et Gesing (2018) se sont intéressés à l'importance de permettre le développement d'organisations sociales au sein des campus car cela favorise le développement du capital social des étudiants étrangers. Grâce à leur engagement, leur réseau et leur intégration, tant dans l'université qu'à l'extérieur, les étudiants en bénéficieront. Par ailleurs, Burkhardt et Bennett (2015) insistent sur le fait que les organisations ou les événements sociaux, soit réservés aux seuls élèves internationaux, soit tous types d'étudiants confondus (locaux et non locaux) doivent être nombreux, sous diverses formes, de qualité, mais surtout que les opportunités restent relativement informelles, pour ne pas être perçues comme fausses ou superficielles par les étudiants.

Enfin, sur le plan professionnel, les établissements ont également un rôle à jouer tant pendant les études que pour le futur. Il est parfois difficile pour les étudiants internationaux de trouver un emploi pendant leurs études, en raison d'un manque d'expérience locale ou des préjugés des employeurs (Mesidor et Sly, 2016). En offrant des possibilités d'emploi sur le campus, les établissements secondaires permettent à la fois aux étudiants de subvenir à leurs besoins financiers, mais aussi d'acquérir de l'expérience professionnelle et des compétences qui leur permettront de s'adapter plus facilement au marché du travail local.

3.2 Arrivée de la COVID-19 : Les mesures prises et les conséquences sur l'environnement étudiant

3.2.1 La chronologie de quelques mesures prises par les gouvernements

3.2.1.1 *Au niveau fédéral*

Le 25 janvier 2020, le premier cas suspecté de COVID-19 est annoncé par le gouvernement de l'Ontario ; quelques jours plus tard, c'est au tour de la Colombie-Britannique de déclarer un premier malade (Côté-Paulette, 2021). Le gouvernement canadien incite alors ses citoyens se trouvant à l'étranger à rentrer au plus tôt au Canada et à se confiner afin de ne pas propager le virus et de ne pas contaminer d'autres personnes. Le 11 mars 2020, en raison de la propagation mondiale du virus, l'OMS déclare la situation de pandémie mondiale. La plupart des pays commençant à fermer leurs frontières et à réduire les vols commerciaux sur certaines destinations, le Canada demande à tous les Canadiens de revenir au pays : des vols spécifiques afin d'évacuer les ressortissants depuis certains pays seront même organisés par le gouvernement lui-même. Le 16 mars, le gouvernement fédéral annoncera la fermeture de ses propres frontières aériennes et, le 21 mars, la frontière terrestre avec les États-Unis (Statistique Canada, 2020b). À quelques exceptions près, seuls les citoyens canadiens et résidents permanents sont alors autorisés à rentrer sur le territoire. En parallèle, toutes les personnes entrant sur le territoire se voient dans l'obligation de se mettre en quarantaine pendant une période de 14 jours.

À ce jour, en mai 2021, bien que les frontières et les liaisons aériennes soient partiellement rouvertes, les voyages non-essentiels sont toujours très fortement déconseillés. Hors citoyens et

résidents permanents, seules les personnes détentrices d'un permis de travail, d'études ou un statut valide au Canada sont autorisées à entrer sur le territoire. La quarantaine est toujours en vigueur afin de décourager les personnes à entrer et sortir du territoire. De plus, depuis le 22 février 2021, l'obligation de se rendre à l'hôtel pour 3 jours a été mise en place, le temps que les voyageurs reçoivent le résultat négatif du test COVID-19 (Marquis, 2021). L'arrivée de nouveaux variants plus contagieux pousse le gouvernement à garder toute sa vigilance et maintenir des mesures limitant la propagation et la contamination tant que la majorité de la population ne sera pas vaccinée.

Afin de soutenir la population canadienne touchée par le confinement instauré à plusieurs reprises dans les différentes provinces, le gouvernement canadien a mis en place des aides économiques pour les personnes ayant perdu leur emploi ou ayant été mises à pied, ainsi que pour les entreprises et services ayant dû fermer (Gouvernement du Canada, 2021a).

En ce qui concerne les fermetures, les couvre-feux et autres mesures particulières, l'autorité est aux provinces, il n'y a pas eu de mesures fédérales prises. Chaque province, en fonction du taux de contamination, de la propagation et de ses capacités a mis en place ses propres mesures et restrictions.

Au 21 mai 2021, plus d'1,3 million de cas ont été décomptés au Canada, avec l'Ontario et le Québec en tête, et 25.162 personnes sont décédées (Gouvernement du Canada, 2021c).

3.2.1.2 Au niveau provincial

En ce qui concerne le Québec, le premier cas a été identifié le 27 février 2020 (Institut national de la santé publique du Québec, 2021). Dès la mi-mars et avec l'augmentation des cas à la suite de la semaine de relâche, des mesures sont prises pour réduire les contacts entre les personnes et ainsi limiter la propagation du virus. Le gouvernement incite au télétravail dès que cela est possible, les rassemblements supérieurs à 250 personnes sont interdits, de nombreux lieux publics sont fermés ou mis en capacité réduite, les déplacements sont limités entre les régions, etc. Le 13 mars, le Québec annonce la fermeture de toutes les universités, Cégep et écoles à travers la province, avec une suspension des cours jusqu'au 30 mars (Affaires Universitaires, 2021). Le 24 mars, la province ferme l'ensemble de ses commerces non-essentiels, tous les rassemblements intérieurs et extérieurs sont interdits, la distanciation sociale est établie à 2 mètres au lieu d'un

(Institut national de la santé publique du Québec, 2021). A partir de début mai, le gouvernement annonce des réouvertures progressives, en fonction des zones et de l'impact de la pandémie. Certaines activités sportives et sociales reprendront peu à peu, les rassemblements en petit comité, et avec un nombre de personnes limité, sont autorisés. La période estivale se verra beaucoup plus souple sur les mesures, les restaurants et les bars sont rouverts, les déplacements entre les régions sont autorisés, le tout en continuant de respecter les mesures de distanciation sociale et d'hygiène, le port du masque dans les lieux publics intérieurs.

Une deuxième vague se profilant fin septembre avec le retour des congés d'été et des certaines activités, le gouvernement québécois annonce le 1^{er} octobre, et dans les jours qui suivent, de nouvelles fermetures et mesures en fonction des zones et des paliers de propagation du virus (Institut national de la santé publique du Québec, 2021). En fin d'année, des consignes spécifiques à la période des fêtes ont été annoncées par le Québec, avec de nouvelles interdictions de déplacement entre les régions, une limite de personnes pour les rassemblements privés. Le 25 décembre, les commerces et services non-essentiels sont de nouveau fermés et le 9 janvier 2021, un couvre-feu est mis en place. Au cours des derniers mois, les diverses mesures annoncées par le gouvernement québécois sont adaptées et évoluent en fonction de la propagation du virus dans les zones.

En 2021, à la mi-mai, le Québec a annoncé le plan de réouverture pour l'été, ainsi que les conditions de rassemblement et des activités sociales et sportives. En date du 18 mai 2021, le gouvernement annonce que 50% de la population en âge d'être vaccinée a reçu la première dose de vaccin (Institut national de la santé publique du Québec, 2021). Le plan de relance des activités et rassemblements est pour certaines mesures conditionné par le fait d'être vacciné, afin de continuer à limiter la contamination.

Depuis le début de la pandémie en mars 2020, le Québec a enregistré plus de 365.000 cas, et 11.084 décès (Québec, 2021).

3.2.2 Les changements sur le plan académique et l'utilisation des technologies pour soutenir l'enseignement

Dès le début du mois de mars 2020 plusieurs universités à travers le Canada ont commencé à envisager la fermeture des campus et à dispenser les cours en ligne. Des plans pour poursuivre la fin de session à distance sont mis en place dans de nombreuses universités, alors que d'autres font le choix de suspendre totalement les cours (Affaires Universitaires, 2021). Au Québec, comme mentionné précédemment, le gouvernement a imposé la fermeture et la suspension des cours pour une durée de 15 jours. Plusieurs associations étudiantes à travers le pays demandent l'annulation de la session d'hiver afin de ne pas pénaliser les étudiants qui, pour diverses raisons, seraient impactés par la pandémie et par conséquent dans leurs études (Affaires Universitaires, 2021). Pour répondre à ces inquiétudes, et afin de limiter les conséquences de cette période sur le parcours académique, plusieurs universités à travers le Canada ont mis en place la possibilité de choisir le système « succès/échec » pour la session Hiver 2020 (Friesen, 2020). Certaines universités telles que Concordia, l'université de Laval ou encore l'université Bishop, ont offert cette option pour un ou plusieurs cours, également aux sessions d'Été, d'Automne 2020 ainsi que d'Hiver 2021, en raison de la situation qui perdure (Scali, 2021).

La fermeture des campus a très largement impacté la manière dont les cours pouvaient être dispensés. Avec le développement rapide de la pandémie et les mesures prises, les universités et les enseignants ont eu très peu de temps pour effectuer le transfert des cours sous un format à distance (Zia, 2020). Comme le précise l'auteur, il ne suffit pas de transposer le support de cours pour une diffusion en ligne, cela nécessite une adaptation en termes de contenu, d'activité et de modalité de diffusion de l'information. Tan (2020) met d'ailleurs en avant le fait que les enseignants n'étaient pas tous suffisamment préparés à ce type de changements. Ils ne connaissaient pas toujours les méthodes, les outils mis à leur disposition ou n'avaient tout simplement pas les compétences pour les utiliser. Pour améliorer l'utilisation des outils technologiques et de communication dans le cadre de l'enseignement, l'Université TÉLUQ, au Québec, en partenariat avec le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur du Québec, a mis à disposition des enseignants une plateforme sur l'utilisation des outils et ce dans le but d'aider les enseignants dans leur transition (Affaires Universitaires, 2021).

Ces changements ne se font pas seulement sentir sur l'enseignement, mais également sur l'apprentissage pour les étudiants. Les compétences et connaissances utilisées pour suivre un cours à distance ne sont pas les mêmes que lors d'un cours en présentiel (Tan, 2020). Cela demande un engagement et une motivation d'apprentissage différente de ce que l'enseignement en face à face requiert (Tan, 2020). L'auteur relève que le manque d'interactions dans les activités, avec les autres étudiants ou avec les enseignants a affecté les étudiants et leur motivation, ce qui pourrait avoir des répercussions sur leurs performances académiques. Ce point est par ailleurs confirmé par Zia (2020) puisque dans son étude il met en avant 5 facteurs cruciaux pour la réussite académique dans le cadre de cours en ligne. La motivation des étudiants est alors dépendante des activités qui leur sont proposées et l'attitude, l'appréhension qu'ils ont envers l'utilisation des technologies. De plus, les deux auteurs (Tan, 2020; Zia, 2020) mettent en avant les difficultés purement technologiques auxquelles font face les étudiants ; c'est-à-dire les problèmes liés à la connexion internet et la disponibilité et l'utilisation des outils informatiques et des technologies de communication.

En ce qui concerne plus particulièrement le Québec, le gouvernement a annoncé à plusieurs reprises son souhait de rouvrir les universités pour les activités d'enseignement et de recherches, tout d'abord à l'automne 2020, puis l'hiver 2021, dans des conditions respectant les distanciations sociales et les normes sur les rassemblements (Affaires Universitaires, 2021). Cependant les conditions sanitaires n'ont pas permis ce retour. Avec l'accélération de la vaccination et la diminution du nombre de cas, le gouvernement semble espérer une reprise de l'enseignement en présentiel, ou sous format hybride, sur les campus pour l'automne 2021 (Québec, 2021b).

3.2.3 Relations et activités sociales : changements dans les comportements

Tout comme pour l'apprentissage, les relations sociales entre les étudiants, celles avec les enseignants et le personnel administratif, mais également dans la sphère personnelle, tous les comportements habituels ont été impactés avec l'arrivée de la pandémie.

Dans le cadre académique, la création et le développement d'une communauté est importante pour les étudiants. Cette construction a été entravée par l'arrivée de la distanciation sociale et le passage imposé en virtuel et complexifiées par l'utilisation des outils technologiques (Tan, 2020). La

présence physique et les échanges lors des cours en présentiel facilitent et accentuent la communication entre les étudiants et avec les enseignants. Il est donc nécessaire de recréer le même type d'environnement, en l'adaptant au virtuel, ce qui permettra aux étudiants de rester motivés dans leurs études (Tan, 2020).

Dans le cadre des relations avec l'administration et tous les autres services universitaires, les outils de communication digitale et technologiques ont également été utilisés, notamment pour la recherche d'information ou de support, le personnel universitaire n'étant plus présent sur les campus (Chang et Al., 2020). De nombreux établissements ont également mis en place des plateformes d'échanges et des événements sociaux, activités, cours extra-scolaires, etc. afin de permettre aux étudiants de continuer à avoir des relations sociales (Affaires Universitaires, 2021). HEC a par exemple proposé des cours de cuisine, ateliers et jeux de société en ligne, alors que le centre sportif de l'Université de Montréal a mis à disposition sur Youtube des vidéos pour remplacer les cours collectifs habituellement donnés sur place.

Sur le plan personnel et informel, c'est-à-dire avec la famille et les amis, Raaper et Brown (2020) mettent en avant le fait que les interactions sociales sont passées par les réseaux sociaux. Les rassemblements de personnes étant interdits ou très limités, le digital a permis aux jeunes, aux étudiants et à toute la population de manière plus globale, de rester en lien et de maintenir un espace et un temps de socialisation (Chang et Al., 2020). Les auteurs relèvent notamment l'importance pour les étudiants de continuer à être connectés à leur réseau pendant cette période car cela leur permet de garder un sentiment d'appartenance à une communauté, de se sociabiliser et d'obtenir du soutien lorsque cela est nécessaire (Raaper et Brown, 2020).

3.2.4 L'impact sur le fonctionnement des universités et leur rôle de support

Le milieu de l'éducation supérieure au Canada fonctionne de manière très indépendante (El Masri et Sabzalieva, 2020). Les auteurs font état de la complexité dans la gestion de la crise, car les juridictions, fédérale et provinciales, ainsi que le système éducatif de chaque province, doivent travailler ensemble, dans un contexte particulier de crise et ce, alors qu'en temps normal les interventions gouvernementales sont relativement limitées dans le fonctionnement de

l'enseignement supérieur. El Masri et Sabzalieva (2020) expliquent la difficulté de gestion dans la prise de décisions et la coordination des mesures par le manque d'habitude de devoir travailler ensemble et aux multiples problématiques qui sont en jeu. De manière générale, le challenge pour les universités a donc été de mettre en place une stratégie, de choisir les actions nécessaires et de prendre les décisions adéquates en fonction du stade de l'évolution de la pandémie (El Masri et Sabzalieva, 2020 ; Ling, 2020).

En ce qui concerne la présence du personnel et des étudiants sur le campus, la distanciation sociale mise en place dans l'ensemble du Canada et l'interdiction aux rassemblements ont poussé les universités à fermer les accès aux campus. Dès le début de la pandémie, certaines universités avaient déjà commencé à réduire les activités non scolaires sur site et à limiter les déplacements de leurs personnels à l'étranger pour des raisons académiques ou administratives (Affaires Universitaires, 2021). Les services non-essentiels sur les campus ont été suspendus ; les activités de recherches et donc les laboratoires, les bibliothèques et diverses infrastructures telles que les salles de travail, de sport ou encore certaines résidences universitaires ont également fermé leurs portes. Comme mentionné précédemment, les universités au Canada ont souhaité à plusieurs reprises rouvrir l'accès pour les activités académiques, mais cela n'a pas été possible pour des raisons sanitaires.

Le rôle de support des universités envers les étudiants et la communauté au sens large est considéré comme primordiale par les auteurs en période de crise telle que celle vécue pendant la COVID-19, et ce, que ce soit dans l'apprentissage, financièrement, socialement ou encore pour la santé physique et mentale (Choi et Chui, 2021 ; Dewar, 2020 ; Tan, 2020 ; Tran, 2020). Choi et Chiu (2021) rappellent l'importance de l'équité éducationnelle composée de trois dimensions : un accès à l'éducation pour tous, dans des conditions favorables à l'apprentissage et avec les mêmes chances de résultats. Pour cela, les administrations des milieux d'enseignement doivent s'assurer que les besoins généraux et spécifiques de tous les élèves soient compris et pris en compte (Choi et Chui, 2021). Les auteurs se sont notamment concentrés sur les étudiants faisant partie des minorités linguistiques car leur apprentissage à distance, sans appui en direct, peut s'avérer plus délicat et l'environnement dans lequel ils se trouvent (familial, contexte économique difficile, manque d'accès aux technologies et internet, etc.) est un challenge supplémentaire. Tan (2020) insiste quant

à lui sur l'importance du soutien aux technologies dans l'apprentissage, que ce soit pour les enseignants, afin que le contenu du cours soit correctement diffusé avec les outils adéquats, mais également pour les étudiants, afin de s'assurer qu'ils aient les compétences dont ils ont besoin pour suivre les cours. En dehors de période de crise, le rôle des universités se concentre autour de quatre axes comme le met en avant Tran (2020) : une compréhension des besoins et des attentes, un environnement académique et non académique sain, un contenu et une pédagogie adaptés, et pousser les étudiants à s'engager dans leurs études dans le partage interculturel. Avec la COVID-19, l'auteur ajoute à ces rôles, la nécessité pour le système éducatif de soutenir, davantage qu'à l'habitude, les élèves mentalement et émotionnellement (Tran, 2020). Enfin, Dewar (2020) ainsi que Chang et Al. (2020) mentionnent l'importance de l'assistance, de la communication et de la diffusion de l'information, notamment pour les informations dans le domaine de la santé et du bien-être des étudiants. Trop d'informations pourraient nuire aux étudiants ; il faut donc que celles-ci soient maîtrisées et centrées sur l'essentiel pour que les étudiants ne se sentent pas perdus mais qu'ils aient tout de même connaissance de tous les services mis à leur disposition.

3.2.5 Une réduction de l'intégration professionnelle des étudiants

Que ce soit dans le cadre des études ou pour un emploi en parallèle, les opportunités ont été très largement réduites en raison de la COVID-19. En ce qui concerne les expériences professionnelles dans le cadre d'un programme scolaire, une étude par approche participative de Statistique Canada (2020a) révèle que 35% des étudiants auraient vu leur placement annulé ou reporté. De plus, les activités de recherches ainsi que toutes les activités pratiques ayant été interrompues dans la plupart des universités pendant plusieurs semaines, les étudiants n'ont plus eu la possibilité de s'exercer, de pratiquer ou de poursuivre leur projet de recherche (Affaires Universitaires, 2021).

Une autre étude sur la population active fait par ailleurs état d'une diminution de plus de 20% de l'emploi des étudiants à travers le pays (Statistique Canada, 2020a). Selon cette même étude, les étudiants qui comptaient sur un emploi pendant la période estivale, ont vu leur emploi annulé à près de 30%, et 40% ont dû retarder le début de la prise de poste (Affaires Universitaires, 2021).

Pour répondre à ces inquiétudes, le programme d'Emploi Été Canada, pour l'été 2020, a été largement assoupli afin de favoriser l'embauche des étudiants, tout en soutenant les employeurs (Premier ministre du Canada, 2020). L'objectif était alors de pouvoir offrir un plus grand nombre d'emplois étudiants. En avril 2021, face à la situation toujours compliquée, le gouvernement a annoncé la prolongation des mesures pour le programme de l'été 2021 (Gouvernement du Canada, 2021b). Les étudiants internationaux ont pu en parallèle bénéficier d'un allègement des conditions de travail liées à leur permis d'études et ont obtenu l'autorisation de travailler plus de 20h par semaine, si c'était dans les secteurs services essentiels (El Masri et Sabzalieva, 2020), et ce pendant la fin de la session d'hiver et toute la session d'été 2020.

3.2.6 Les impacts financiers sur les étudiants et établissements postsecondaires

Les impacts financiers depuis le début de la pandémie se situent à différents niveaux. Bien évidemment, l'économie mondiale au sens large a été touchée, mais les étudiants ainsi que les universités l'ont également été (El Masri et Sabzalieva, 2020). Une incertitude demeure cependant pour le futur et il est, aujourd'hui encore, trop tôt pour en percevoir tous les effets (Usher, 2020).

En ce qui concerne les étudiants, les conséquences financières et la baisse de leurs revenus sont dues pour beaucoup à la perte d'un emploi pendant la session d'hiver 2020, mais également aux difficultés à trouver un emploi pendant la session d'été 2020 (Affaires Universitaires, 2021). En effet, un sondage de l'ACPPU (Association canadienne des professeures et professeurs d'université) ainsi que la FCÉEÉ (Fédération canadienne des étudiantes et étudiants) révèle que « Sept étudiants sur dix déclarent que leurs projets d'emploi d'été ont été compromis par la COVID-19 ; une personne sur deux affirme que la COVID-19 a rendu le paiement des frais de scolarité plus difficile et le coût de la vie moins abordable ; plus des deux tiers des étudiants déclarent que leurs finances personnelles et celles de leurs parents ou de leur famille ont été touchées par la pandémie » (Association canadienne des professeures et professeurs universitaire, 2020). L'incertitude sur les capacités financières à payer les frais de scolarité pour les sessions à venir pourrait engendrer une baisse des inscriptions, et donc des répercussions financières sur les universités. Afin de limiter les conséquences négatives sur les finances personnelles des étudiants, le gouvernement fédéral canadien a apporté des aides financières de manière plus ou moins directe

(El Masri et Sabzalieva, 2020). Dès le 18 mars, le gouvernement a annoncé un moratoire sur les prêts étudiants pendant 6 mois, sans frais d'intérêt, afin de soulager temporairement les étudiants (Premier ministre du Canada, 2020). La PCUE (Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants) a été présentée par le gouvernement le 30 avril, et ce afin d'offrir aux étudiants répondant aux critères d'admissibilité, la possibilité d'obtenir une aide financière (Affaires Universitaires, 2021). Cependant, les étudiants internationaux ont été exclus de cette aide mais certains, s'ils remplissaient les critères, pouvaient malgré tout bénéficier de la PCU pour les travailleurs. Les universités ont également cherché à soutenir financièrement les étudiants depuis le début de la crise, avec divers programmes pour l'aide aux achats de première nécessité (nourritures, paiement des factures, etc.), les remboursements de certains frais avancés tels que pour les frais de repas, parking ou les loyers dans les résidences universitaires, ou encore par un système de bourses (Affaires Universitaires, 2021 ; El Masri et Sabzalieva, 2020). Contrairement à ce qui avait été demandé par plusieurs associations étudiantes, les frais de scolarité de la session hiver 2020 et/ou des sessions suivantes, n'ont pas été annulés ou réduits (Affaires Universitaires, 2021).

Du côté des universités, les conséquences financières sont certes à court terme, mais la plus grande incertitude reste sur le long terme. Comme mentionné ci-dessus, les universités ont mis en place des aides spécifiques pendant la crise pour aider du mieux que possible financièrement les étudiants (El Masri et Sabzalieva, 2020). Les coûts imprévus et l'utilisation des fonds de réserve dans certaines grandes universités, telle que Concordia au Québec, laissent présager d'importants déficits budgétaires de manière immédiate (Affaires Universitaires, 2021). À ce problème s'ajoutent les besoins pour financer la recherche qui en cette période est plus nécessaire que jamais. L'appui du gouvernement est alors essentiel (El Masri et Sabzalieva, 2020), tout comme l'accueil des étudiants internationaux qui sont indirectement liés au financement de la recherche via les systèmes de bourses et subventions (Ling, 2020). Enfin, comme cela a été montré en première partie, les étudiants internationaux, qui paient des frais de scolarité plus élevés que les étudiants canadiens, participent directement aux revenus des universités. Il est donc vital pour les universités canadiennes, malgré les circonstances de crise, de maintenir dès à présent l'attraction de ces étudiants pour préserver le futur (El Masri et Sabzalieva, 2020 ; Usher, 2020). Les décisions et le soutien apporté aux étudiants étrangers actuellement sur le territoire auront des conséquences sur

l'image des universités et leurs capacités à répondre à une situation de crise, auprès des futurs étudiants (Firang, 2020).

3.2.7 Statut d'immigrants temporaires : les étudiants internationaux dans une position vulnérable

La conjugaison de divers facteurs tels que la distanciation sociale et l'isolement, la distance et l'inquiétude pour les familles, mais aussi la fermeture de certaines résidences universitaires et la perte de revenus due aux fermetures des commerces et entreprises, a entraîné certains étudiants dans des situations complexes (Chang et Al., 2020). A cela, et en raison du statut de résidents temporaires, des problèmes légaux sont venus s'ajouter pour les étudiants internationaux.

Tout d'abord la fermeture des frontières dans de nombreux pays, les a poussés à devoir faire un choix entre rester au Canada ou rentrer dans leur pays d'origine, et ce dès le début de la pandémie (Affaires Universitaires, 2021). De plus, si pour diverses raisons, les étudiants étaient à l'extérieur du Canada lors de la fermeture des frontières, leur statut temporaire a rendu impossible leur retour sur le territoire. Alors que des exceptions ont été mises en place en fonction des statuts, les étudiants internationaux ont été, dans un premier temps, oubliés et ont dû attendre la fin du mois de mars 2020 pour obtenir l'autorisation de revenir au Canada, sous réserve d'un permis obtenu avant le 18 mars 2020 (Collèges et instituts Canada, 2020). La pandémie a mis en pause, ou au ralenti, une large partie de l'économie, mais aussi les institutions gouvernementales et les démarches d'immigration dans leur ensemble ; les étudiants internationaux en ont également subi les conséquences, avec le rallongement des délais pour l'obtention des permis d'études.

Friang (2020) fait également état de la vulnérabilité des étudiants internationaux due à leur statut d'immigrants temporaires. D'ailleurs, l'exclusion qu'ils ont subie lors de la mise en place de certains programmes d'aide du gouvernement canadien, renforce les inégalités et les discriminations. L'auteur met aussi en avant le fait que les droits internationaux humains ne sont donc en partie pas respectés puisque, dans le cadre de mesures prises pour des raisons de santé publique, il n'est pas légal de discriminer certaines personnes (Friang, 2020).

Souvent loin de leur famille et de leurs proches, les étudiants internationaux sont également susceptibles d'être davantage sujets à l'anxiété ou à des risques sur leur santé mentale et psychologique (Dewar, 2020 ; Jenei et Al. 2020). Comme le précisent Chang et Al. (2020), le contexte, ainsi que les changements dans les politiques, la perte d'emploi (seule source de revenus et de financement des études pour certains étudiants étrangers), tout comme l'isolement social personnel et académique, sont des facteurs de risques pouvant diminuer le bien-être des étudiants.

Enfin, la COVID-19, comme cela avait été le cas avec le SARS en 2003, a fait remonter la stigmatisation et la discrimination envers la population asiatique jugée responsable, par certains, de la pandémie actuelle (Leach, 2020). Bien que cela ne concerne pas l'ensemble des étudiants internationaux mais uniquement la communauté asiatique dans son ensemble, il est important de rappeler qu'au Canada, en 2016, les étudiants chinois, par exemple, représentaient plus de 30% de la population étudiante totale (Habel-Thurton, 2019). Moir (2020) met en avant la peur des étudiants actuellement au Canada, mais également de ceux qui ont obtenu une acceptation dans une université canadienne pour les sessions à venir. L'inquiétude de certains étudiants de ne pas s'intégrer dans le pays d'accueil est commune à tous les étudiants internationaux ; la situation actuelle accentue ce phénomène pour les étudiants de la communauté asiatique (Moir. 2020). En partenariat avec le gouvernement canadien, de nombreuses associations centrées sur la communauté asiatique à travers le pays, ont lancé le site Covid Racism⁵ a recensé plus de 1000 actes d'agressions et discriminations depuis le début de la pandémie.

⁵ Site internet Covid Racism, <https://www.covidrasm.ca/about>

CHAPITRE 4 - Discussion et enjeux autour des conséquences de la COVID-19 sur la mobilité internationale par les études

En reprenant les points les plus marquants du chapitre précédent, le Chapitre 4 va mettre en regard les deux périodes avant COVID et après COVID. Il vise à confronter les facteurs essentiels à la réussite d'une mobilité internationale étudiante aux décisions prises et aux changements qui ont eu lieu depuis le début de pandémie. L'objectif est de mettre en lumière les répercussions positives et négatives de la crise de la COVID-19 sur tout l'écosystème

4.1 La réussite académique des étudiants internationaux en période de pandémie : l'adaptation aux technologies et le besoin de soutien plus important

Pour les étudiants internationaux, la réussite et la performance académique passent essentiellement par l'aboutissement de leur parcours scolaire et l'obtention du diplôme (Collin et Karsenti, 2012). Cela sera rendu en partie possible par l'adaptation à l'environnement scolaire du pays d'accueil et aux méthodes d'enseignements utilisées (Mesidor et Sly, 2016). En plus de cette adaptation, l'encadrement et l'aide fournis par l'établissement sont des points essentiels pour les étudiants et font également partie des critères de choix de l'institution (Akanwa, 2015 ; Mesidor et Sly, 2016). En effet, comme démontré précédemment, le soutien et les interactions avec les membres des corps enseignant et administratif dans le cadre académique sont très recherchés par les étudiants internationaux, ceux-ci ayant besoin que ce personnel soit disponible et puisse répondre à toutes leurs interrogations relativement rapidement. De plus, d'après Akanwa (2015) les interactions sociales dans le cadre des activités académiques avec les autres étudiants, locaux ou internationaux, jouent un rôle dans l'adaptation et l'intégration des étudiants étrangers. En ce qui concerne l'utilisation scolaire des technologies, les étudiants internationaux sont relativement bien adaptés et les pratiquent régulièrement (Collin et Karsenti, 2012). Cependant, dans le cas d'un apprentissage totalement fait en ligne, Karkar-Esperat (2018) relève que bien que de nombreux avantages soient offerts par les technologies, pour les étudiants étrangers cela peut également amener de nombreuses contraintes si l'enseignement n'est pas adapté en termes de méthode et de contenu. Les principales problématiques qui sont mises en avant par les étudiants sont le manque

d'interactions avec les enseignants et les élèves, les incompréhensions et le manque d'aide, la difficulté due à la langue d'apprentissage ou encore le besoin de développer de nouvelles capacités (Collin et Karsenti, 2012 ; Karkar-Esperat, 2018). Enfin, l'apprentissage à distance demande une autodiscipline et un engagement plus importants, qui peuvent s'avérer plus difficiles avec le sentiment d'isolement. Ces compétences, souvent déjà mises en place par les étudiants internationaux (Smith, 2016), pourraient alors leur être bénéfique et les aider dans la transition. Cependant, si au contraire cela leur demande un effort supplémentaire trop important, l'apprentissage à distance pourrait mener au découragement.

L'arrivée de la COVID-19 a modifié très rapidement les modalités d'apprentissage avec un passage à des cours à distance en quelques semaines à peine. Certaines universités, comme au Québec, ont donné le temps aux enseignants de préparer leurs cours sous un format en ligne. Cependant, comme précisé par Zia (2020), transposer le contenu du cours n'est pas suffisant, il faut l'adapter à une diffusion et à un apprentissage en ligne, il faut reprendre les activités et les méthodes d'enseignement. De plus, il est nécessaire pour les enseignants d'assurer un soutien technologique et académique, ainsi que de préserver l'engagement des élèves. Même si plusieurs universités ont tenté de mettre des plateformes d'aide pour les enseignants afin de faciliter leur transition (Affaires Universitaires, 2021), tous les professeurs ne semblent pas préparer de la même manière pour répondre à ces exigences, car eux-mêmes n'ont pas toujours les connaissances, compétences ou encore les outils pour une telle situation.

Du côté des étudiants étrangers, il est difficile d'évaluer pour le moment si le support qu'ils ont obtenu sera suffisant pour leur permettre d'atteindre leurs objectifs académiques, et si leur apprentissage s'est vu pénalisé ou non par la pandémie. Cependant leur insatisfaction quant à l'encadrement et à leur éventuel manque de réussite pourra nuire à la réputation et à l'attraction de l'institution qu'ils avaient rejointe. La qualité de l'enseignement et des aspects pédagogiques entrant en compte dans les choix des étudiants internationaux, les établissements doivent s'assurer que leurs enseignants répondent à ces attentes et leur proposer toute formation aux nouveaux formats d'enseignement dont ils auraient besoin. Un autre enjeu qui pourrait se dessiner est celui concernant les nouveaux ou futurs étudiants internationaux intégrant un établissement en période de pandémie. L'apprentissage à distance pour les étudiants, ayant commencé un cursus pendant la

pandémie, pourrait s'en trouver pénalisé. Faire face à un plus grand nombre de difficultés et un manque de connaissance des ressources disponibles pour le soutien seraient nuisibles aux étudiants ; leur engagement pourrait en être affecté.

4.2 Des interactions et une intégration sociales différentes mais pas totalement interrompues

L'adaptation et l'intégration sociales sont un des déterminants dans la décision de rester ou non dans le pays d'accueil à la suite des études (Duclos, 2011). Ce sentiment est cependant subjectif, contrairement à l'intégration académique dépendante de l'obtention du diplôme, et peut avoir des composants et critères relativement différents d'un étudiant à un autre (Gagnon, 2018). L'adaptation et l'intégration sociales peuvent se faire tant dans le cadre des interactions académiques qu'à l'extérieur des établissements, dans la société en générale (Glass et Gesing, 2018). Elles sont très importantes pour les étudiants internationaux, car les échanges et connexions créées peuvent impacter leur bien-être et donc influencer leur performance académique (Akwanka, 2015 ; Madden-Dent et Al. 2019). De manière formelle ou informelle, au travers des interactions avec le personnel enseignant, académique et administratif, les autres étudiants, locaux ou internationaux, lors d'activités ou dans le cadre personnel, les étudiants internationaux vont avoir de nombreuses opportunités pour développer des compétences multiculturelles, une ouverture à la diversité, et plus largement leur capital humain (Akwanka, 2015 ; Glass et Gesing, 2018). Bien avant la pandémie, les technologies étaient déjà utilisées par les étudiants internationaux afin à la fois pour garder contact avec leurs proches dans leur pays d'origine, mais également via divers forums ou plateformes, pour se socialiser ou pour découvrir les pratiques culturelles locales (Koo et Al., 2021 ; Ngai, 2019).

L'arrivée de la COVID-19 a mis en suspens toutes les activités et les échanges en face à face, que ce soit dans la sphère privée ou académique. Cependant, malgré la distanciation sociale et les interdictions de rassemblement qui ont été imposées dans de nombreux pays, les liens relationnels ne se sont pas totalement interrompus avec la pandémie ; ils se sont même étendus dans certains aspects. Lipura (2021) met en avant le développement intensif des technologies de communication pendant la pandémie et l'augmentation exponentielle de la communication formelle ou informelle

via les meetings en ligne, permettant de dépasser les frontières et les distances. Les établissements scolaires ont également essayé de rester connectés sous diverses formes afin de rompre l'isolement des étudiants, au travers d'activités en ligne, en direct ou non, ainsi qu'en assurant un soutien et des services administratifs ou une aide psychologique à l'attention des étudiants (Affaires Universitaires, 2021 ; Chang et Al., 2020)

Une fois sortis de la pandémie et de ses restrictions de distanciation et d'interactions sociales en face à face, les établissements postsecondaires, comme les étudiants, vont avoir pour enjeu principal de réintégrer le monde réel et non plus virtuel. Koo et Al. (2021) ont d'ailleurs mis en avant l'importance de ne pas se couper de son environnement direct. Les institutions vont devoir relancer au plus vite les opportunités de créer des liens et des activités d'échanges tant scolaires que non scolaires pour que les étudiants internationaux aient la possibilité de s'intégrer de nouveau à l'environnement du pays local. Pour se faire, ils devront s'attacher à multiplier les travaux de groupe, rouvrir les zones de travail, réactiver les associations ou clubs sportifs et culturels, etc., encourager de façon générale toute initiative permettant aux étudiants internationaux de s'intégrer au sein de la communauté étudiante. Le challenge sera également du côté des étudiants eux-mêmes, et peut-être plus particulièrement pour ceux arrivés au cours de la pandémie ; ils devront se donner les moyens et se créer des opportunités sociales en se détachant du monde virtuel qu'ils avaient, pour certains, surinvesti pour compenser le manque d'interactions physiques. Leur satisfaction sur leur expérience, ainsi que leurs intentions de rester au Canada, pourraient en dépendre. Les conséquences financières à plus long terme pour les établissements, mais aussi pour les gouvernements, sont un enjeu qui devrait les inciter à s'assurer que toutes les ressources et les opportunités d'intégration sont offertes aux étudiants internationaux.

4.3 L'employabilité et la stabilité financière menacées par la COVID-19

Comme cela a été démontré dans la revue de littérature, plusieurs auteurs relèvent l'importance de l'intégration au marché du travail au cours des études pour les étudiants internationaux, et ce sous diverses formes, que ce soit dans le cadre purement scolaire ou en parallèle des études.

Tout d'abord il est important de rappeler que pour les étudiants en mobilité internationale, les perspectives d'employabilité post-diplôme sont importantes ; cela fait partie des critères de choix du pays de destination et de l'établissement d'enseignement (Maria Cubillo et Al., 2006). L'obtention d'un emploi qualifié, les possibilités d'évoluer socialement et économiquement sont des facteurs de motivations pour ce type de mobilité (Abbott et Silles, 2016). Ensuite, Thunes et Støren (2015) mettent par exemple en avant la possibilité de développer des compétences et connaissances plus concrètes et adaptées aux besoins du marché du travail, ainsi que l'opportunité de gagner en maturité et de s'adapter plus facilement à ce que recherchent les employeurs. Gagnon (2018) quant à elle, rappelle que pour beaucoup d'immigrants, l'intégration dans le pays d'accueil n'est considérée comme complète que lorsqu'ils ont intégré le marché du travail.

La mise à l'arrêt de nombreux commerces et services pendant la pandémie a donc fortement impacté la population, mais aussi les étudiants internationaux qui sont souvent considérés comme une population vulnérable à plusieurs niveaux (Friang, 2020). De plus, comme le mentionnent Mesidor et Sly (2016), les discriminations et le manque d'expérience locale poussent beaucoup d'étudiants internationaux à se tourner vers des possibilités d'emplois sur le campus de leur établissement. Les fermetures imposées au Québec depuis mars 2020 ont donc fortement limité ces opportunités. De même, toutes les activités de recherches ou pratiques ont été suspendues pendant tout le début de la pandémie du COVID-19 (Affaires Universitaires, 2021). En parallèle, comme pour beaucoup d'étudiants locaux, les internationaux ont également perdu le moyen d'acquérir de l'expérience professionnelle, dans le cadre scolaire, grâce aux placements en milieu de travail demandés par les programmes d'études (Statistique Canada, 2020a).

Face à l'inquiétude des étudiants de manière générale, mais plus spécifiquement des étudiants internationaux, le gouvernement canadien au niveau fédéral a mis en place plusieurs mesures (Premier ministre du Canada, 2020). Les allègements sur la limitation du nombre d'heures pour les étudiants internationaux ont été une mesure favorable aux étudiants étrangers tant sur le plan de l'expérience professionnelle, que sur leur situation financière (El Masri et Sabzalieva, 2020).

Cependant, plusieurs enjeux restent encore en suspens à l'heure actuelle, notamment en ce qui concerne l'employabilité des étudiants sur le marché du travail. L'étude de Statistique Canada (2020a) montre la préoccupation des étudiants (52%) face aux employeurs et la valeur moindre que

pourrait avoir leur diplôme. Pour les étudiants internationaux cette reconnaissance étant très importante dans leur parcours et leurs objectifs, à moyen terme cela pourrait avoir des répercussions sur leurs motivations et/ou capacités à rester sur le territoire canadien après leurs études. Aussi, bien que l'activité économique, les commerces et services soient en train de reprendre progressivement, les étudiants internationaux pourraient se retrouver davantage discriminés qu'auparavant par les employeurs au bénéfice d'une main-d'œuvre locale.

Liée en partie à l'emploi et à l'insertion professionnelle, la question financière et ses conséquences pour les étudiants internationaux ne doit pas être négligée. En effet, comme mentionné précédemment à plusieurs reprises, les étudiants internationaux ont des frais de scolarité bien plus élevés que les étudiants locaux (Frenette et Al., 2020). Leurs capacités à pouvoir les financer, ou non, par leur travail dans le pays d'accueil impactera le fait de rester au Canada et d'y poursuivre leurs études. Pour les étudiants dont le financement dépend de ce type de revenu, la perte d'un emploi ou la diminution des heures pourraient donc avoir des conséquences néfastes. De plus, l'arrivée de la COVID-19 a eu un coût financier puisqu'il leur a fallu acheter du matériel informatique ou encore souscrire à une meilleure connexion internet pour pouvoir suivre dans de bonnes conditions les cours à distance. Les universités ont essayé de soutenir les étudiants, internationaux ou non, sur ce point puisque plusieurs ont mis en place un système de prêt de matériel mais aussi de bourses et subventions pour les aider à payer les factures (Affaires Universitaires, 2021 ; El Masri et Sabzalieva, 2020).

Toutefois, deux points d'achoppement semblent ressortir de l'aspect financier : la PCUE qui n'était pas accessible aux étudiants internationaux, ce qui pourrait avoir des conséquences sur l'attraction future des étudiants internationaux qui ont vu comment la crise a été gérée (Firang, 2020), et de manière plus globale, puisque la totalité des étudiants, locaux et internationaux, était concernée, les frais de scolarités qui n'ont pas été suspendus ou réduits au début de la crise alors qu'une large partie des services universitaires n'étaient plus assurés (Affaires Universitaires, 2021).

4.4 Les établissements postsecondaires : une adaptation aux technologies pour une réussite académique et un soutien renforcé aux étudiants étrangers

En période usuelle, hors COVID-19, comme cela a été vu, les institutions scolaires ont un rôle important à jouer pour l'adaptation, l'intégration, le suivi et la réussite des étudiants internationaux. Ces étudiants étant des clients et donc une source de revenus conséquents, les établissements se doivent de fournir un service et un support de qualité à différents niveaux pour répondre à leurs besoins (Maria Cubillo et Al. 2006 ; Frenette et Al., 2020). L'image et la réputation qui en résulteront, permettront l'attraction de nouveaux étudiants, mais également d'atteindre une position d'excellence et un rayonnement international (Choudaha, 2017 ; Haverila et Al., 2020). Sur le plan académique, les institutions doivent s'assurer de la qualité de l'enseignement, du suivi par les professeurs et le personnel universitaire ainsi que de l'adaptation à l'environnement académique en fonction des besoins de chaque étudiant et de ses critères et objectifs (Akwanka, 2015 ; Mesidor et Sly, 2016). En ce qui concerne les aspects non-académiques, les établissements participent à l'intégration et à l'adaptation sociale des étudiants, en offrant un environnement sain, libre de toutes discriminations, où les échanges multiculturels et la diversité sont promues tant dans les activités que les services (Haverila et Al., 2020 ; Lo, 2019). De plus, les services administratifs doivent être adaptés aux problématiques des étudiants internationaux et qu'ils soient aptes à répondre aux questions d'immigration, de logement, sur la vie courante, etc. (Burkhardt et Bennett, 2015). Enfin les institutions se doivent de jouer un rôle dans la préparation et l'insertion professionnelle de leurs étudiants. Cela passe par des programmes et des contenus adaptés à la réalité des besoins du marché du travail, par des propositions de services d'accompagnement à la découverte de ce marché, mais également en offrant des possibilités d'emploi au sein même des campus ou des centres des recherches (Haverila et Al., 2020 ; Thunes et Støren, 2015 ; Vultur et Germain, 2018).

Avec l'arrivée de la COVID-19, les établissements ont vu leurs méthodes évoluer mais leur rôle n'a pas fondamentalement changé. En effet, ils ont dû adapter les méthodes d'enseignement pour que celui-ci se fasse à distance, mais l'importance du support et de la qualité reste toujours au cœur des stratégies et préoccupations (El Masri et Sabzalieva, 2020 ; Ling, 2020). Tous les services fournis par les établissements ont également dû être passés en ligne, avec un soutien aux personnels

administratifs et pédagogiques pour qu'ils puissent continuer à suivre les étudiants. Toutefois un challenge supplémentaire est venu s'ajouter puisqu'avec la pandémie, la situation sanitaire et le bien-être mental et émotionnel des étudiants internationaux ont dû être pris davantage en compte (Tran, 2020).

Les enjeux pour les établissements postsecondaires, pendant la pandémie, vis-à-vis de leurs étudiants internationaux se situent donc essentiellement autour de l'adaptation technologique et de l'aide renforcée aux étudiants. Les établissements doivent fournir le matériel, les outils et la formation adéquate aux professeurs pour assurer la continuité de la qualité de l'enseignement pédagogique, et donc garder leur rayonnement académique. Pour les étudiants internationaux déjà sur place, ces établissements doivent encadrer la transition et le passage des cours au tout numérique. En s'assurant que leurs étudiants ont tous les conditions requises pour poursuivre leur programme en termes de matériel et d'outils, dans leur environnement, et qu'ils bénéficient de suffisamment de soutien, ils pourront les garder motivés jusqu'à la réussite. Pour les nouveaux étudiants internationaux, le soutien et l'intégration sont également vitaux pour éviter un désengagement dès le début ce qui nuirait à la rétention de l'établissement. Enfin, une communication prévenante auprès des étudiants internationaux et un accompagnement ou un système d'écoute et de soutien psychologique afin d'éviter l'isolement sont des enjeux essentiels que doivent prendre en considération les établissements.

A plus long terme, les enjeux financiers et d'attraction devront également être appréciés. Selon l'image que les institutions auront su donner aux étudiants étrangers pendant cette période de pandémie, les retombées positives sur leur réputation pourront être grandes et donc impacter leur pouvoir d'attraction auprès d'une population qui participe grandement à leurs revenus.

4.5 Les gouvernements : ne pas oublier les étudiants internationaux et les particularités de leur statut dans les décisions

Le gouvernement canadien met en place des politiques pour attirer les étudiants internationaux pour plusieurs raisons : un besoin de main-d'œuvre qualifiée (Beine et Al., 2014 ; Choudaha, 2017), un apport économique (Canmac Economics Limited, 2020 ; Lo, 2019), des questions de compétitivité et géopolitiques (Jamaludin et Sam, 2018 ; Trilokekar et Al., 2020). Si

le gouvernement satisfait ses propres intérêts en attirant ce type d'immigrants, il a également des responsabilités vis-à-vis d'eux. Tout d'abord, l'État canadien joue un rôle dans l'accompagnement et l'aide aux démarches administratives ; la facilité des démarches d'immigration et le soutien pendant celles-ci participent à l'attraction du pays (Maria Cubillo et Al., 2006). Les politiques autour de la diversité, de l'accueil des immigrants et pour favoriser leur intégration dans de bonnes conditions, libre de toutes discriminations, sont également importantes pour l'image du pays (Beine et Al., 2012). De plus, le besoin en main-d'œuvre compétente et qualifiée par rapport à la situation du marché du travail canadien doit inciter le gouvernement à faciliter l'insertion professionnelle tant pendant les études qu'après l'obtention du diplôme (Beine et Al., 2012 ; Maria Cubillo et Al., 2006 ; Vultur et Germain, 2018).

Avec la pandémie de la COVID-19, le gouvernement canadien a dû prendre de nombreuses mesures en termes d'immigration et de voyages, de distanciation sociale et gestion sanitaire, mais également sur le plan économique afin de soutenir la population pendant cette période de crise, et ce, tant au niveau fédéral qu'au niveau provincial. Les mesures prises concernant le droit d'entrer au Canada en fonction des statuts d'immigration a dans un premier temps laissé de côté les étudiants internationaux. De même en termes de soutien financier alors que beaucoup d'étudiants perdaient leur emploi ou avaient des difficultés à en trouver pour la session d'Été, les étudiants internationaux ont été exclus des aides financières fédérales. Les établissements postsecondaires ont dû arriver en soutien pour aider les étudiants internationaux en difficulté pour les achats et factures de première nécessité.

Les enjeux pour l'État vis-à-vis des étudiants internationaux, sont globalement de ne pas les oublier dans les mesures prises à tous les niveaux. Rappelons que ces étudiants participent à l'économie canadienne et sont une potentielle source de main-d'œuvre. Il doit donc y avoir une cohérence entre les politiques générales d'attraction des étudiants internationaux et les politiques et mesures prises pendant cette période. Pour cela, le gouvernement et l'éducation supérieure doivent relever le challenge de travailler ensemble et de coopérer afin de s'assurer de prendre en considération tous les aspects et que le soutien soit le plus total envers les étudiants internationaux (El Masri et Sabzalieva, 2020). Leur statut les rend plus vulnérables et leurs conditions économiques n'étant pas toujours stables, il est important que le gouvernement les soutienne

également financièrement et ne soit pas à l'origine de discriminations faites envers une partie de la population de son pays (Friang, 2020). En termes d'immigration, il est essentiel que le ralentissement dans le traitement des dossiers soit des permis d'études soit des permis post-diplôme n'entraîne pas une mise en péril des parcours scolaires et un retard dans l'insertion professionnelle. La situation sociale doit également être examinée par le gouvernement. L'isolement a été ressenti par l'ensemble de la population pendant cette période de crise sanitaire, cependant les étudiants internationaux ont fait face à un obstacle supplémentaire, puisqu'ils étaient encore plus éloignés de leur famille et de leurs proches que le reste de la population. Sur le long terme, cela pourrait avoir à la fois des conséquences sur le bien-être et la santé des étudiants, mais également sur l'image du Canada en matière de gestion de crise.

Conclusion

A travers cette recherche, il a été démontré de quels éléments était composée la mobilité internationale par les études, quels étaient les facteurs qui influençaient le choix de partir faire des études à l'étranger ainsi que ceux qui sont à l'origine de la réussite d'une telle expérience. L'importance du soutien de l'environnement académique, des institutions elles-mêmes et de leur personnel enseignant et administratif a été mis en avant dans la performance et la réussite scolaire des étudiants étrangers.

L'adaptation sociale et l'intégration au sein de la communauté étudiante, via les activités proposées dans les différentes structures et lieux d'échanges, mais également au sein de la société d'accueil au sens large sont capitales pour le futur de ces étudiants, notamment s'ils comptent rester dans le pays d'accueil à la fin de leurs études. Cela donne par la même occasion la possibilité aux étudiants de développer leur capital social, d'acquérir des compétences multiculturelles et de savoir s'adapter dans un environnement où la diversité est présente.

L'insertion professionnelle, que ce soit au travers d'expériences directement liées au programme académique ou grâce à un emploi occupé en parallèle des études, est également essentielle pour acquérir les connaissances et compétences nécessaires à l'entrée sur le marché du travail. Par ailleurs, avoir un diplôme obtenu dans le pays d'accueil en facilitera l'accès puisque les établissements tentent de fournir autant, que possible, un enseignement qui correspond aux besoins locaux.

En contrepartie des profits retirés par les établissements postsecondaires et les gouvernements, ceux-ci doivent tenir un rôle très important tout au long du parcours scolaire par exemple en facilitant les démarches d'immigration et administratives, en s'assurant de la sécurité et de la diversité de l'environnement dans lequel évoluent les étudiants, en soutenant les étudiants dans leur apprentissage, leur intégration académique, sociale et professionnelle, etc. Ainsi la mobilité internationale constitue un système où les intérêts distincts et parfois contradictoires des différents acteurs s'imbriquent et peuvent s'opposer. Puisqu'elle était en croissance constante jusqu'en 2020, on peut supposer tous en tiraient globalement un épanouissement et un enrichissement satisfaisants.

La COVID-19 est venue perturber tout cet écosystème. Les étudiants internationaux se sont retrouvés, en raison de la distanciation sociale et de la fermeture des établissements, isolés tant sur

le plan de l'apprentissage que dans leur vie sociale. Les conditions d'enseignement à distance les ont forcés à se réadapter aux méthodes et à utiliser davantage les outils technologiques et de communication pour poursuivre leur programme. Les besoins en soutien de la part des professeurs et du personnel des établissements ont été alors plus nécessaires que jamais afin de permettre aux étudiants de maintenir leur motivation et leur engagement dans leurs études et de garder un lien social, même si celui-ci se manifestait de manière différente. Les étudiants internationaux au Canada se sont également retrouvés confrontés à une baisse de leur intégration sur le plan professionnel et donc à une baisse de revenus pour certains, les mettant ainsi dans une situation financière plus délicate pour la suite de leurs études. À cela sont venues s'ajouter des contraintes liées à leur statut d'immigrant qui les ont, à cause de certaines mesures gouvernementales, exclus ou du moins mis dans des positions plus précaires.

Du côté des institutions, les établissements postsecondaires et les gouvernements fédéral et provinciaux canadiens, ont dû également faire évoluer leur fonctionnement et leur rôle pour s'adapter à la situation de pandémie. Les enseignants, avec l'aide des institutions, ont dû reprendre toutes les méthodes et outils utilisés pour diffuser leurs cours en ligne, mais aussi pour soutenir du mieux que possible l'apprentissage des étudiants. Afin de continuer et de préserver un lien social avec et entre les étudiants, certaines activités et des services ont été proposés à distance. Alors que beaucoup d'étudiants se sont retrouvés sans emploi et pour certains dans une situation difficile, des aides financières et matérielles ont été offertes par les universités pour les étudiants étrangers, qui étaient exclus de certains programmes gouvernementaux.

En parallèle, les gouvernements ont tenté de soulager les étudiants internationaux grâce à l'allègement de certaines règles concernant les permis d'études que ce soit par rapport au nombre d'heures qu'il leur est possible de travailler, ou en prolongeant automatiquement les permis ou/et en facilitant les procédures d'immigration.

A l'heure actuelle il est toutefois difficile d'avoir le recul suffisant pour établir si tous ces changements ont été suffisamment pris en considération et surtout si les solutions apportées auront un impact positif ou non sur le long terme. La performance scolaire et l'intégration sociale et professionnelle des étudiants déjà sur le territoire pendant la pandémie restent pour le moment inconnues ; tout comme les répercussions sur le pouvoir d'attraction de nouveaux étudiants et

toutes les conséquences financières, économiques et politiques pour les différents acteurs inclus dans la mobilité internationale par les études.

Limites

Ce travail a permis d'avoir une vue d'ensemble de ce qu'est la mobilité internationale par les études, en temps normal, et de voir comment la pandémie de la COVID-19 a impacté les étudiants internationaux et tout l'environnement qui s'y rattache. Cependant, il faut mentionner que certaines contraintes et limites viennent restreindre la portée de cette recherche.

Tout d'abord, il faut rappeler que la pandémie s'est déclarée au premier trimestre 2020, c'est-à-dire il y a à peine plus d'un an. Les chercheurs et auteurs ont très rapidement travaillé sur les impacts de la COVID-19 dans de nombreux domaines et sur différents aspects. Toutefois, il paraît évident que si la pandémie a eu des effets immédiats, pour certains éléments tels que l'aspect financier, le pouvoir d'attraction des établissements, les séquelles psychologiques ou encore l'insertion professionnelle future, les conséquences pourraient ne pas être aussi rapides mais s'inscrire dans un délai à moyen terme voire à beaucoup plus long terme. De plus, afin de pouvoir étudier la littérature sur le sujet ainsi que les travaux et recherches spécifiques au contexte actuel, les recherches bibliographiques ont été arrêtées il y a plusieurs semaines déjà. Il se pourrait donc que de nouvelles études sur les impacts et conséquences aient été publiées depuis mai 2021. Enfin, toujours en raison de la nouveauté du sujet, certaines recherches ne concernent pas spécifiquement et uniquement les étudiants internationaux au Canada ou au Québec, mais plus largement le milieu des études postsecondaires. Bien que de nombreux éléments puissent être appliqués aux étudiants étrangers et au contexte spécifique du Canada, de prochaines études pourraient amener des résultats quelque peu différents. La contrepartie de choisir un sujet évoluant au gré de l'actualité est qu'il ne peut être traité dans son intégralité et reste donc lacunaire.

La seconde limite de ce travail est qu'il est uniquement basé sur une revue de littérature. Aucune enquête terrain ni aucun entretien n'ont été réalisés pour confirmer ou infirmer les éléments mis en avant par la littérature. Ce choix a été fait pour les motifs suivants. D'une part, en raison des restrictions sanitaires, les entretiens en face à face ou en réunions de groupe étaient forcément inenvisageables et les entretiens en vidéo complexes à réaliser. D'autre part, étant moi-même dans

une position d'étudiante internationale au Québec, mon parcours a commencé avant la pandémie et s'est vu perturbé par l'arrivée de la COVID-19. Tout biais cognitif ou de confirmation d'hypothèse, lié à une expérience personnelle, lors de la construction d'un questionnaire ou lors d'échanges voulait être évité. Si le sujet devait être poursuivi dans les mois à venir et enrichi par des recherches sur le terrain, il serait par conséquent préférable qu'une personne moins directement impliquée puisse contrôler l'objectivité de l'étude.

Recommandations

Pour faire suite aux limites de ce travail qui viennent d'être évoquées, plusieurs recommandations peuvent être apportées.

Il serait tout d'abord profitable de poursuivre les recherches dans les mois à venir, mais également d'ici une ou deux années afin d'évaluer, sur plus long terme, s'il y a eu des conséquences négatives à la COVID-19 touchant la mobilité internationale par les études. Notamment, il faudra vérifier si son accroissement s'est malgré tout poursuivi ou s'il a été ralenti, voire stoppé par la pandémie.

Tous les aspects mis en avant dans ce travail, comme les motivations au départ et le choix du pays de destination, la réussite académique, l'importance et les moyens de l'intégration sociale, ainsi que le rôle des différents acteurs en dehors des étudiants eux-mêmes doivent être pris en compte et étudiés à la fois individuellement mais également dans leur interdépendance.

De plus, en parallèle des recherches théoriques, une étude terrain serait profitable afin de tirer des leçons plus concrètes et d'aider à la fois les étudiants, les établissements postsecondaires et les gouvernements à gérer ce type de situation de crise. Donner la parole à chacun des acteurs sur l'expérience de la pandémie et sur leur situation dans les mois, années qui ont suivi donnerait plus de sens, et ce sans que des personnes externes à l'environnement prennent position à leur place.

Pour finir, dans ce travail, la santé mentale, le bien-être psychologique et physique des étudiants n'ont été que très peu mis en avant, encore une fois faute de recul suffisant. Pourtant il pourrait être intéressant, avec plus de recul sur la pandémie, d'ouvrir ces champs de recherche.

Bibliographie

- Abbott, A. and Silles, M. (2016). Determinants of International Student Migration. *World Econ*, 39: 621-635. <https://doi.org/10.1111/twec.12319>
- Association canadienne des professeures et professeurs universitaire (2020, 12 mai). Sondage : Les étudiants de niveau postsecondaire revoient leurs projets pour le trimestre d'automne à la suite de la COVID-19. <https://www.caut.ca/fr/latest/2020/05/sondage-les-etudiants-de-niveau-postsecondaire-revoient-leurs-projets-pour-le-trimestre-dautomne-a-la-suite-de-la-covid-19>
- Affaire universitaire (2021). COVID-19 : nouvelles des universités canadiennes. University Affairs Affaires universitaires. <https://www.affairesuniversitaires.ca/actualites/actualites-article/covid-19-mises-a-jour-des-universites-canadiennes/>
- Akanwa, E. E. (2015). International Students in Western Developed Countries: History, Challenges, and Prospects. *Journal of International Students*, 5(3), 271–284. Retrieved from <https://www.ojed.org/index.php/jis/article/view/421>
- Beine, M., Noel, R. et Ragot, L. (2014). Determinants of international mobility of students. *Economics of Education Review*. Vol. 41., pp. 40-54. <https://doi.org/10.1016/j.econedurev.2014.03.003>
- Bernard, M.-C. (2014). Circulation des savoirs, mobilité internationale et études supérieures. Récit de la mise en place d'une voie favorisant l'insertion universitaire en milieu francophone nord-américain. *Globe*, 17 (2), 93–115. <https://doi.org/10.7202/1036239ar>
- Boulet, M. et Boudarbat, B. (2010). Un diplôme postsecondaire canadien : un tremplin vers des emplois de qualité pour les immigrants ?. Étude IRPP, no 8, Montréal, *Institut de recherche en politiques publiques*. <https://irpp.org/wp-content/uploads/2010/09/NO8-BOUDARBAT.pdf>
- Bureau de coopération interuniversitaire (BCI), (2017). *Données préliminaires relatives aux inscriptions au trimestre d'automne 2017*. Version révisée, 4 octobre 2017. <https://www.bci-qc.ca/wp-content/uploads/2017/10/Inscriptions-automne-2017-rev.pdf>
- Burkhardt, J. and Bennett, E.E. (2015). Shaping the future of a globalized world: A qualitative study of how undergraduate international students' everyday cross-cultural experiences were impacted by university diversity initiatives, *European Journal of Training and Development*, Vol. 39 No. 3, pp. 162-181. <https://doi.org/10.1108/EJTD-06-2014-0042>

- Chang S, McKay D, Caidi N, Mendoza A, Gomes C, Dedeoglu CE. (2020). From way across the sea: Information overload and international students during the COVID-19 pandemic. *Proc Assoc Inf Sci Technol.* 2020;57: e289. <https://doi.org/10.1002/pr2.289>
- Choi, T.-H. and Chiu, M.M. (2021). Toward equitable education in the context of a pandemic: supporting linguistic minority students during remote learning. *International Journal of Comparative Education and Development*, Vol. 23 No. 1, pp. 14-22. <https://doi.org/10.1108/IJCED-10-2020-0065>
- Choudaha, R. (2017). Three waves of international student mobility (1999–2020). *Studies in Higher Education.* 42. 1-8. 10.1080/03075079.2017.1293872. https://www.researchgate.net/publication/314207037_Three_waves_of_international_student_mobility_1999-2020
- Collèges et instituts Canada (2020, 25 mars). *Mises à jour sur la COVID-19 pour les étudiants internationaux et les divisions des affaires internationales.* <https://www.collegesinstitutes.ca/fr/mises-a-jour-sur-la-covid-19-pour-les-etudiants-internationaux-et-les-divisions-des-affaires-internationales/>
- Collin, S. et Karsenti, T. (2012). Étudiants internationaux, intégration académique et sociale et TIC : une triade à explorer? *Revue internationale des technologies en pédagogie universitaire*, 9 (1-2), 38–52. <https://doi.org/10.7202/1012901ar>
- Côté-Paulette, C. (2021, 23 janvier). Il y a un an : le premier cas de COVID-19 au Canada. *Radio-Canada, Ici Toronto.* <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1764902/covid-19-1-an-canada-hopital-sunnybrook-toronto>
- Covid Racism (<https://www.covidrasm.ca/about>) est un site canadien lancé suite à la pandémie de la COVID-19 et aux actes de discriminations et agressions envers la population asiatique, en partenariat avec le gouvernement et les associations.
- Dewar, J. (2020). The role of universities in times of crisis: a vice-chancellor's perspective. *Qualitative Research Journal*, Vol. 20 No. 4, pp. 405-410. <https://doi.org/10.1108/QRJ-06-2020-0072>
- Duclos, V. (2011). L'intégration universitaire et sociale d'étudiants tunisiens et marocains inscrits dans une université francophone canadienne. *The Canadian Journal of Higher Education*, 41(3), 81-101. Retrieved from <https://search.proquest.com/scholarly-journals/lintegration-universitaire-et-sociale-detudiants/docview/921581106/se-2?accountid=12543>

- El Masri, A. & Sabzalieva, E. (2020) Dealing with disruption, rethinking recovery: Policy responses to the COVID-19 pandemic in higher education, *Policy Design and Practice*, DOI: [10.1080/25741292.2020.1813359](https://doi.org/10.1080/25741292.2020.1813359)
- Farivar, F., Coffey, J. and Cameron, R. (2019), "International graduates and the change of initial career mobility intentions", *Personnel Review*, Vol. 48 No. 4, pp. 1061-1078. <https://doi.org/10.1108/PR-01-2017-0007>
- Firang, D. (2020). The impact of COVID-19 pandemic on international students in Canada. *International Social Work*, 63(6), 820–824. <https://doi.org/10.1177/0020872820940030>
- Frenette, M., Choi, Y. et Doreleyers, A. (2020, 15 juin). *Les effectifs d'étudiants internationaux dans les programmes d'études postsecondaires avant la COVID-19*, (publication n° 11=626-X n°105). Statistiques Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-626-x/11-626-x2020003-fra.htm>
- Friesen, J. (2020, 3 avril). Universities turn to a pass/fail system as pandemic derails academic year. *The globe and mail Canada*. <https://www.theglobeandmail.com/canada/article-universities-turn-to-a-passfail-system-as-pandemic-derails-academic/>
- Gagnon, V. (2018). Être étudiant d'origine étrangère en région au Québec. *Journal of international Mobility*, 1(1), 119-133. <https://doi.org/10.3917/jim.006.0119>
- Glass, C. R., et Gesing, P. (2018). The Development of Social Capital Through International Students' Involvement in Campus Organizations. *Journal of International Students*, 8(3), 1274–1292. Retrieved from <https://www.ojed.org/index.php/jis/article/view/52>
- Gomez, C., Kalata, N., Singh, I. et Loiero, J. (2020, 24 mars). International students feeling isolated and financially strapped as they wait out pandemic. *CBC News*. <https://www.cbc.ca/news/canada/covid-international-students-universities-pandemic-1.5505222>
- Gouvernement du Canada (2021c, 21 mai). *Mise à jour quotidienne sur l'épidémiologie de la COVID-19*. <https://sante-infobase.canada.ca/covid-19/resume-epidemiologique-cas-covid-19.html>
- Gouvernement du Canada (2021b, 22 avril). *Financement : Emplois d'été au Canada – Aperçu*. <https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/services/financement/emplois-ete-canada.html>

- Gouvernement du Canada (2021a, 14 mai). *Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19*. <https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/plan-intervention-economique.html>
- Gouvernement du Canada (2017, 21 juillet). *Permis d'études : Obtenez les documents requis*. <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/services/etudier-canada/permis-etudes/obtenir-documents.html#doc3>
- Habel-Thurton, D. (2019). D'où proviennent les étudiants étrangers du Canada ? *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1091569/etudiants-etrangers-international-canada-origine-universite-education>
- Haverila, M., Haverila, K., & McLaughlin, C. (2020). Variables Affecting the Retention Intentions of Students in Higher Education Institutions: A Comparison Between International and Domestic Students. *Journal of International Students*, 10(2), 358–382. <https://doi.org/10.32674/jis.v10i2.1849>
- Institut national d'excellence en santé et en services sociaux (2020). *Confinement chez les jeunes : conséquences, moyens pour mitiger son impact et pistes pour prioriser les services*. <https://www.inesss.qc.ca/covid-19/services-sociaux/confinement-chez-les-jeunes-consequences-moyens-pour-mitiger-son-impact-et-pistes-pour-prioriser-les-services.html>
- Institut national de la santé publique du Québec. (2021, 19 mai). *Ligne du temps COVID-19 au Québec*. <https://www.inspq.qc.ca/covid-19/donnees/ligne-du-temps>
- Institut Pasteur. (2020, 15 décembre). *Maladie COVID-19 (nouveau coronavirus)*. <https://www.pasteur.fr/fr/centre-medical/fiches-maladies/maladie-covid-19-nouveau-coronavirus#transmission>
- Jamaludin, N. L., Sam, D. L., et Sandal, G. M. (2018). Destination Motivation, Cultural Orientation, and Adaptation: International Students' Destination-Loyalty Intention. *Journal of International Students*, 8(1), 38–65. <https://doi.org/10.32674/jis.v8i1.151>
- Jenei, K., Cassidy-Matthews, C., Virk, P. *et al.* (2020). Challenges and opportunities for graduate students in public health during the COVID-19 pandemic. *Can J Public Health* **111**, 408–409 (2020). <https://doi.org/10.17269/s41997-020-00349-8>
- Koo, K., Nyunt, G., & Wang, B. (2021). Who Spends Too Much Time Online? : Associated Factors of Internet Addiction Among International College Students in the United States. *Journal of International Students*, 11(1), 122–143. <https://doi.org/10.32674/jis.v11i1.2063>

- Kunin, R. et Associates, Inc. (RKA, Inc.), (2016). *Impact économique de l'éducation internationale au Canada – Mise à jour Rapport final*. Présenté à Affaires mondiales Canada.
https://www.international.gc.ca/education/assets/pdfs/Impact_economique_education_internationale_au_Canada_2016.pdf
- Leach, J. (2020, 14 mai). From SARS to COVID-19: Putting the spotlight on anti-Asian racism. Members of the Ryerson community explain why anti-Asian racism increases during health crises. *Ryerson Today*. <https://www.ryerson.ca/news-events/news/2020/05/from-sars-to-covid-19-putting-the-spotlight-on-anti-asian-racism/>
- Ling, L. (2020). Universities and research in times of crisis: the getting of wisdom. *Qualitative Research Journal*, Vol. 20 No. 4, pp. 361-371. <https://doi.org/10.1108/QRJ-06-2020-0055>
- Lipura, S. J. (2021). Adding an International Student's Voice to the Pandemic Discourse as Thinkers, not Subjects: Reflections on Power, Stillness and Humanness. *Journal of International Students*, 11(1). <https://doi.org/10.32674/jis.v11i1.2564>
- Lo, WYW (2019). Beyond competition: A comparative review of conceptual approaches to international student mobility. *Globalisation, Societies and Education* 17(3): 261–273. <https://doi.org/10.1080/14767724.2018.1525283>
- Madden-Dent, T., Wood, D., et Roskina, K. (2019). An Inventory of International Student Services at 200 U.S. Universities and Colleges: Descriptive Data of Pre-Departure and Post-Arrival Supports. *Journal of International Students*, 9(4), 993–1008. <https://doi.org/10.32674/jis.v9i4.346>
- María Cubillo, J., Sánchez, J. and Cerviño, J. (2006). International students' decision-making process. *International Journal of Educational Management*, Vol. 20 No. 2, pp. 101-115. <https://doi.org/10.1108/09513540610646091>
- Marquis, M. (2021, 12 février). (Ottawa) L'obligation de se placer en quarantaine à l'hôtel au retour d'un voyage entrera en vigueur le 22 février. *La presse*. <https://www.lapresse.ca/covid-19/2021-02-12/retour-des-voyageurs-au-canada/quarantaine-a-l-hotel-obligatoire-des-le-22-fevrier.php>
- Mélançon, A. (2018, mars). Le Québec attire de plus en plus d'étudiants internationaux. *Perspective SSF*. <https://www.usherbrooke.ca/ssf/veille/perspectives-ssf/numerous-precedents/mars-2018/le-ssf-veille/le-quebec-attire-de-plus-en-plus-detudiants-internationaux/#:~:text=Selon%20les%20donn%C3%A9es%20du%20Bureau,progression%20de%20plus%20de%209%20%25.>

- Mesidor, J. K., et Sly, K. F. (2016). Factors that Contribute to the Adjustment of International Students. *Journal of International Students*, 6(1), 262–282. Retrieved from <https://www.ojed.org/index.php/jis/article/view/569>
- Moir, M. (2020, 27 Mai). Despite hesitations, these Chinese students say they still plan to study in Canada. *University Affairs*. <https://www.universityaffairs.ca/news/news-article/despite-hesitations-these-chinese-students-say-they-still-plan-to-study-in-canada/>
- Ngai, P. (2019). Online Social Networking and Transnational-Competence Development Among International Students from Japan. *Journal of International Students*, 9(2), 432–459. <https://doi.org/10.32674/jis.v9i2.607>
- Nilsson, P. A., & Ripmeester, N. (2016). International Student Expectations: Career Opportunities and Employability. *Journal of International Students*, 6(2), 614–631. Retrieved from <https://www.ojed.org/index.php/jis/article/view/373>
- Organisation de coopération et de développement économique (2019), *Regards sur l'éducation 2019: Les indicateurs de l'OCDE*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/6bcf6dc9-fr>.
- Organisation mondiale de la santé. (2021, mai). WHO Coronavirus (COVID-10) Dashbord. <https://covid19.who.int/>
- Organisation mondiale de la santé. (2020, 13 décembre). *Questions-réponses : Comment se transmet la COVID-19 ?* <https://www.who.int/fr/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019/question-and-answers-hub/q-a-detail/coronavirus-disease-covid-19-how-is-it-transmitted>
- Organisation mondiale de la santé (s.d.). #Healthyathome. https://www.who.int/fr/campaigns/connecting-the-world-to-combat-coronavirus/healthyathome?gclid=Cj0KCQjw16KFBhCgARIsALB0g8KxGxyY1WGR8kDJJvnN6ihNLxA_RAyMdaphb-8jsaWxBIFej9H0GoEaA12qEALw_wcB
- Portail sur les données migratoires (2020, 9 juin). *Étudiants internationaux*. <https://migrationdataportal.org/fr/themes/etudiants-internationaux>
- Québec. (2021b, 1^{er} juin). *Directives spécifiques pour les milieux de l'enseignement supérieur (COVID-19)*. <https://www.quebec.ca/education/cegep-et-universite/organisation-activites-enseignement-superieur>

- Québec. (2021a, 23 mai). *Données sur la COVID-19 au Québec*. <https://www.quebec.ca/sante/problemes-de-sante/a-z/coronavirus-2019/situation-coronavirus-quebec>
- Premier ministre du Canada (2020, 8 avril). *Des changements apportés au programme Emplois d'été Canada pour aider les entreprises et les jeunes Canadiens touchés par la COVID-19*. <https://pm.gc.ca/fr/nouvelles/communiqués/2020/04/08/des-changements-apportés-au-programme-emplois-dete-canada-aider>
- Santé publique Ottawa (s.d.). *Suivi des conséquences sanitaires et social de la COVID-19*. <https://www.santepubliqueottawa.ca/fr/reports-research-and-statistics/societal-impacts.aspx>
- Raaper, R. and Brown, C. (2020). The Covid-19 pandemic and the dissolution of the university campus: implications for student support practice. *Journal of Professional Capital and Community*, Vol. 5 No. 3/4, pp. 343-349. <https://doi.org/10.1108/JPCC-06-2020-0032>
- Ryan, M., & Barton, G. (2020). International Students, Reflection, and Employability. *Journal of International Students*, 10(S2), i-v. <https://doi.org/10.32674/jis.v10iS2.3234>
- Scali, D. (2021, 11 janvier). Une session universitaire à la limite du tolérable. *Le journal de Montréal*. <https://www.journaldemontreal.com/2021/01/11/une-session-universitaire-a-la-limite-du-tolerable>
- Smith, C. (2016). International student success. *Strategic Enrollment Management Quarterly*, 4(2), 61–73. <https://doi.org/10.1002/sem3.20084>
- Statistique Canada (2020b, 22 mai). *Voyage entre le Canada et les autres pays, mars 2020*. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/200522/dq200522c-fra.htm>
- Statistique Canada (2020a, 15 mai). *Répercussion de la pandémie de COVID-19 sur les étudiants du niveau postsecondaire*. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/200512/dq200512a-fra.htm>
- Tan, C. (2020), The impact of COVID-19 on student motivation, community of inquiry and learning performance. *Asian Education and Development Studies*, Vol. 10 No. 2, pp. 308-321. <https://doi.org/10.1108/AEDS-05-2020-0084>
- Thune, T. and Støren, L.A. (2015). Study and labour market effects of graduate students' interaction with work organisations during education: A cohort study. *Education + Training*, Vol. 57 No. 7, pp. 702-722. <https://doi.org/10.1108/ET-10-2014-0126>

- Tran, L. T. (2020). Teaching and Engaging International Students: People-to-People Empathy and People-to-People Connections. *Journal of International Students*, 10(3), xii-xvii. <https://doi.org/10.32674/jis.v10i3.2005>
- Trilokekar, R., El Masri, A. et El Masry, H. (2020). Power, Politics, and Education: Canadian Universities and International Education in an Era of New Geopolitics. *Canadian Journal of Higher Education / Revue canadienne d'enseignement supérieur*, 50 (3), 79–95. <https://doi.org/10.47678/cjhe.vi0.188777>
- United Nations Educational, Scientific, Cultural Organisation. (2019). *Global education monitoring report-Migration, displacement and education: Building bridges, not walls* (2e éd., chap. 6, p. 94-107). Paris, France. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000265866.page=117>
- Usher, A. (2020, 20 Mai). *The outlook for international students*. Higher Education Strategy Associates. <https://higherstrategy.com/the-outlook-for-international-students/>
- Vultur, M. et Germain, A. (2018). Les carrières migratoires des étudiants internationaux dans une université de recherche au Québec : repenser la mobilité et l’ancrage. *Canadian Ethnic Studies*. 50. 107-127. 10.1353/ces.2018.0006.
- Zia, A. (2020). Exploring factors influencing online classes due to social distancing in COVID-19 pandemic: a business students perspective. *International Journal of Information and Learning Technology*, Vol. 37 No. 4, pp. 197-211. <https://doi.org/10.1108/IJILT-05-2020-0089>